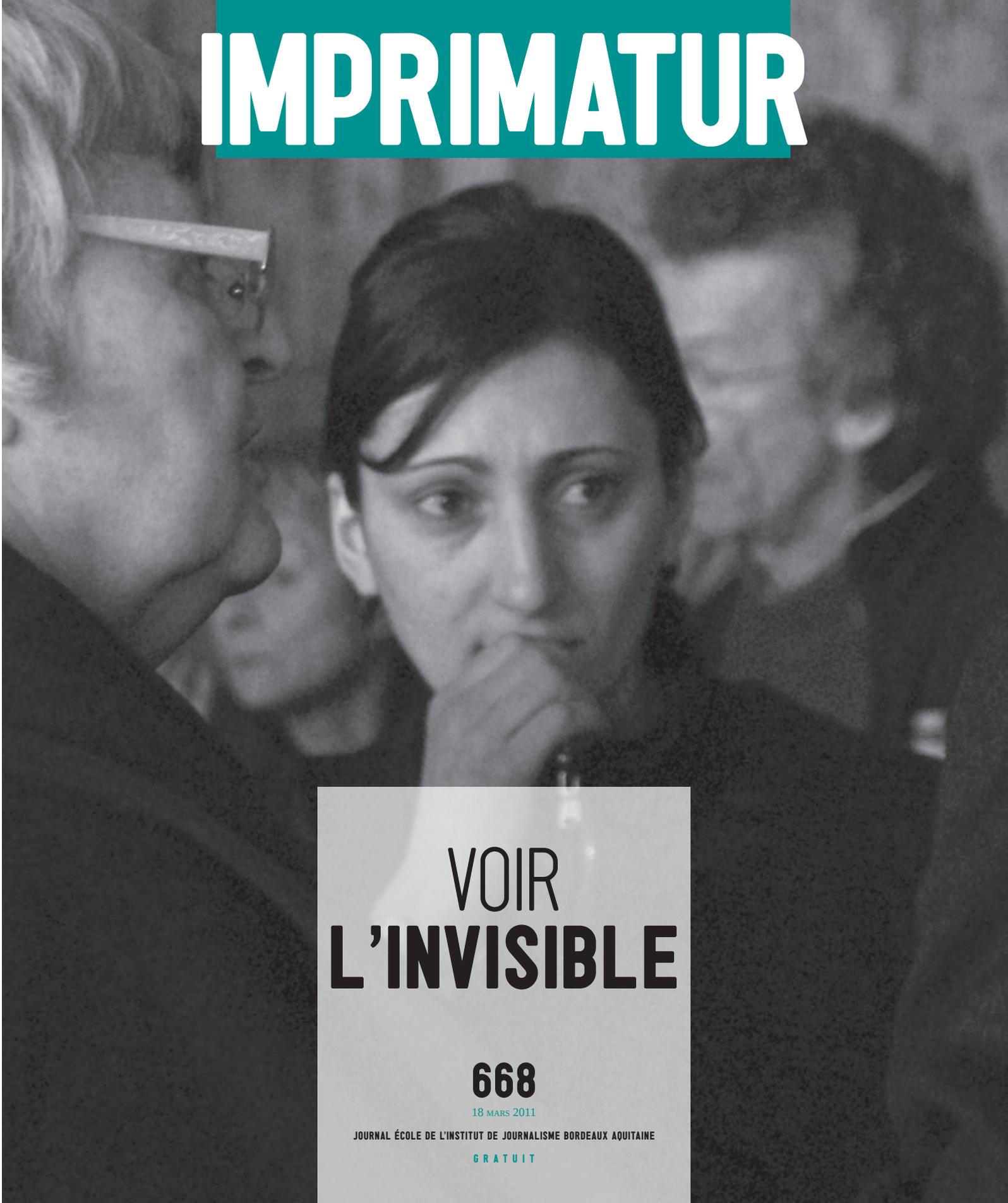


IMPRIMATUR



VOIR L'INVISIBLE

668

18 MARS 2011

JOURNAL ÉCOLE DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE

GRATUIT

DANS VOS YEUX

À croire que le vent du changement perceptible de l'autre côté de la Méditerranée aura soufflé jusqu'au pays d'*Imprimatur*. Nouvelle couleur, nouveau format. Mais surtout nouveaux articles. Plus approfondis. Et plus vivants. Presque sensoriels. L'envie de vous raconter le quotidien, plus ou moins ensoleillé, des Bordelais.

Six mois après leur déménagement de la place André Meunier, des familles de réfugiés expliquent leur parcours. Une enquête qui dévoile les rouages de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et les faiblesses de cet organisme étatique. Reportage également au cœur du marché Saint-Michel. Après l'annonce du projet de rénovation du quartier, le microcosme qui y règne va-t-il être bouleversé ? Les brocanteurs s'expriment.

D'autres sujets moins longs. Mais tout aussi sensibles. Comme ce portrait d'un ancien anorexique aujourd'hui bodybuildé. Parce que non, cette maladie ne touche pas que les femmes. Comme ce reportage au sein d'un squat. Parce que non, la politique de la Cub à l'égard des Roms n'est pas irréprochable.

De l'actualité aussi. Avec les incontournables catastrophes japonaises et le témoignage d'une expatriée sur le départ. Ou cette enquête sur le rôle d'internet dans les récentes révolutions des pays du monde arabe.

Sans oublier enfin la classe de la maison Balenciaga pour conclure ce numéro. Une chronique mode qui met un point final à la série des fashion weeks. Faut-il souligner au passage qu'elle est écrite par un homme ?

Un numéro 668 qui, on l'espère, vous fera passer par toutes les émotions. Et si l'écrit ne suffit pas, vous pouvez consulter notre contenu multimédia sur le site internet du journal.

LOUISE WESSBECHER



4 NUCLÉAIRE : LE DÉBAT IMPOSSIBLE ?

6 CHRISTELLE PUCCI, UNE FRANÇAISE AU JAPON

7 INTERNET ET LE PRINTEMPS ARABE

10 FAUT-IL RASER LES SQUATS DE ROMS ?



**14 DE L'EAU TROUBLE
AU ROBINET ?**

**17 ON A REMONTÉ
LA FILIÈRE VIANDE
DES RESTOS U**

**20 SAINT-MICHEL
REND L'ÂME**

**28 DROGUE :
ÉCOUTER ET SOIGNER**

30 L'ENFER DE L'ATTENTE

**37 L'ANOREXIE,
ÇA N'ARRIVE PAS
QU'AUX FILLES**

**40 VOYAGEURS
AU CŒUR CRÉOLE**

46 AGENDA CULTUREL

**48 BALENCIAGA :
LESS HE CAN**

Le tsunami japonais a démontré tragiquement la faiblesse du nucléaire civil à travers le monde. Faut-il renoncer à l'uranium au risque de devoir se priver d'énergie ? Etouffé jusque-là, le débat risque d'agiter une France traditionnellement divisée sur le sujet.

NUCLÉAIRE LE DÉBAT IMPOSSIBLE ?

On ne parle plus que de ça. Après le séisme de magnitude 9.0 sur l'échelle de Richter qui a dévasté les côtes nippones et le tsunami qui a suivi, tous les yeux de la planète sont maintenant rivés sur un seul et unique bâtiment. Il est resté debout, malgré la violence extrême de la secousse. Il est resté debout, mais à quel prix.

Ce bâtiment, c'est la centrale nucléaire de Fukushima-Daïchi, située au nord-est de l'île, à près de 220 kilomètres de Tokyo. La première déflagration s'est produite samedi dernier à 15 h 36, heure locale. Le réacteur n° 1 a été endommagé, faisant bondir le taux de radioactivité autour du site. Depuis, les autres réacteurs ont également subis des dégâts, plus ou moins graves. Le niveau d'alerte ne cesse d'être revu à la hausse : vendredi, il atteignait le niveau 6 sur l'échelle internationale des événements nucléaires INES (International Nuclear Event Scale). Une échelle qui s'arrête au chiffre 7, atteint une seule et unique fois. Lors de l'accident de Tchernobyl en 1986. En France et dans le monde, les politiques s'emballent, et les médias suivent. Ce

bâtiment, au dessus duquel s'étendait un large nuage de fumée samedi dernier, n'en finit pas de faire parler.

UN DÉBAT COMPLEXE

En France comme ailleurs, le débat public va se recentrer sur la question de l'utilité-même du nucléaire. Mais en France, plus qu'ailleurs, la question paraît complexe. Le pays abrite 58 réacteurs nucléaires qui fournissent environ 75 % de l'électricité du pays, ce qui fait du parc nucléaire français le deuxième plus impor-

tant au monde après les États-Unis. Le réseau associatif Sortir du nucléaire dénonce des infrastructures vieillissantes, et donc dangereuses. La plupart des centrales françaises ont été construites dans les années 80, et la plus ancienne, celle de Fessenheim (Haut-Rhin), date même des années 70. La France reste pourtant à la pointe de la recherche dans ce domaine : un premier Réacteur à eau pressurisée (EPR) est en construction à Flamanville. Le pays accueille également un géant de l'industrie nucléaire mondial, Areva. Difficile, dans ces conditions de parler clairement et ouvertement



Créé en 1997, le réseau Sortir du nucléaire regroupe aujourd'hui près de 27 000 personnes. Photo A. G.

du problème nucléaire. Alors forcément le débat s'envenime en France, entre autorités de sûreté peu loquaces et militants antinucléaire qui le sont un peu trop, quitte à passer pour « des emmerdeurs, des vieux réacs ». Alors une France sans nucléaire, est-ce vraiment possible ? C'est en tout cas ce que prônent les militants de l'association Tchernoblaye qui manifestaient mardi midi place de la Victoire à Bordeaux. L'association, qui fait partie du réseau Sortir du nucléaire, tente d'alerter sur les accidents nucléaires depuis les problèmes survenus sur la centrale

du Blayais lors de la tempête de 1999. Pour Alice Monier, trésorière de l'association, la question ne devrait même pas se poser : « Je suis bouleversée par ce qui se passe au Japon. Ça fait maintenant 35 ans que je milite contre le nucléaire, et on voit bien aujourd'hui qu'il y a un réel problème. Je trouve ça fou que l'orgueil et la cupidité humaine fasse oublier les risques qu'on encourt. Et tout ça pour une question de confort et de gros sous. Le risque zéro n'existe pas et on continue à jouer avec des vies. Aujourd'hui beaucoup de centrales ont dépassé les 30 ans d'existence, je pense qu'il y a un réel danger. ».

L'exemple de l'Allemagne qui a décidé de fermer ses sites trop anciens et tente de construire un avenir sans nucléaire est bien entendu dans tous les esprits. Mais un pays peut-il réellement survivre sans nucléaire ?

DES SOLUTIONS PLUS VERTES

Jean-Marc Ané, scientifique au sein du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), aimerait y croire. « Le nucléaire produit aujourd'hui près de 20 % de l'énergie française. Le pétrole, le gaz et le charbon en produisent 80 %, mais toutes ces sources d'énergie vont bientôt disparaître, il va bien falloir réagir. Le défi fondamental de la planète n'est pas pour moi l'eau, ni la nourriture, mais bien l'énergie. Le photovoltaïque et l'éolien sont pour l'instant totalement en dehors de nos ordres de grandeurs. Il faudrait allouer beaucoup d'argent à la recherche dans ces domaines, mais ce n'est pour l'instant pas le cas ».

François Golpé, militant Greenpeace, préfère penser à



Depuis plus de dix ans, l'association Tchernoblaye lutte pour la fermeture de la centrale nucléaire de Blaye, près de Bordeaux. Photo A. G.

d'autres solutions, plus vertes : « Il faut organiser une sortie progressive et programmée du nucléaire. On ne peut pas se contenter de critiquer, mais il faut proposer des alternatives : énergies renouvelables, mais surtout sobriété énergétique. Il faut convaincre les populations de consommer moins d'électricité, et ça, ce n'est pas facile. C'est malheureux mais ce sont souvent des situations comme celles d'aujourd'hui qui font bouger les consciences ».

Plus pragmatique, M. Ané du CEA ne croit pas qu'il soit possible de demander à toute une société de se passer du confort qu'ils ont connu toute leur vie. Il insiste : « J'aimerais y croire, à un monde sans nucléaire, mais ça n'est mathématiquement pas réalisable ».

Danielle, elle, n'est ni militante, ni membre d'une institution. Elle a entendu parler de la manifestation et était curieuse, alors elle est venue voir ce que ça donnait. « Je suis née en 1941. Ma famille vivait dans un petit lieu-dit très reculé et je n'ai eu l'électricité qu'à l'âge de 18 ans. La vie était bien plus difficile qu'aujourd'hui, donc je ne pense pas que l'on puisse se passer totalement de nucléaire. Je crois qu'il faut trouver un juste milieu, mais c'est difficile ». Avant d'ajouter : « Ce qui est sûr par contre, c'est que je nous trouve très mal informés sur le nucléaire en France. Je ne savais pas qu'il y avait autant de centrales en France. Et sur ce qui se passe au Japon, je ne sais qui croire, j'ai l'impression que tout le monde se contredit en permanence ». Le débat sur le nucléaire est donc bien complexe, et ce n'est pas Danielle qui nous contredira !

AGATHE GUILHEM

« UN MONDE SANS NUCLÉAIRE, J'AIMERAIS Y CROIRE MAIS CE N'EST PAS POSSIBLE »

Après le séisme, la naissance
d'un nuage radioactif se profile.
Au Japon, une expatriée Française
témoigne.

AT(H)OME

Arrivée là-bas il y a deux ans, un master de japonais en poche, Christelle Pucci est coordinatrice internationale à Misasa, dans le département de Tottori. Habitant à plus de 600 km de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, n'a-t-elle rien à craindre ? À travers ses propres inquiétudes, Christelle soulève des problématiques liées à la sécurité, les médias, et la culture japonaise.

Comment avez-vous vécu ces derniers jours ?

Personnellement, la panique a été crescendo, et maintenant j'ai le moral en yoyo. Tantôt calme, tantôt terrorisée. Je dors très peu. J'ai arrêté de travailler. J'ai finalement convaincu mon conjoint et acheté deux allers-retours Osaka-Paris ce matin à mon réveil. La situation empire de jour en jour, nous partons jeudi.

De quoi avez-vous peur ?

J'ai peur d'être coincée si jamais d'autres centrales nucléaires explosent. Mon angoisse porte d'avantage sur l'étendue des nuages radioactifs. Le syndrome Tchernobyl, certainement. Les Japonais, eux, redoutent plutôt un nouveau séisme. Les traumatismes sont différents.

Qu'est-ce qui vous retient de partir ?

Les ambassades tempèrent nos craintes : nous ne serions pas menacés. Pas pour l'instant. Mais les directives des ambassades dépendent directement des informations données par les autorités japonaises.

Et vous ne leur faites pas confiance ?

C'est qu'il y a, d'après moi, un gros décalage entre les informations étrangères et celles d'ici. On nous parle de 2 000 morts quand, en France, on avance le nombre de 10 000. Des spécialistes comme Mycle Schneider, consultant en énergie nucléaire, sont eux aussi inquiets : ils dénoncent les défauts de communication et le manque d'éléments d'explications objectifs sur l'explosion de la centrale 1 de Fukushima Daiichi. Certains chiffres, sur le taux de radiation, ne sont communiqués que par des experts sur CNN, eux-mêmes critiques envers



Photo D. R.

les autorités japonaises.

Vous devez vous faire votre opinion ?

Je ne sais pas qui croire. On reçoit trop d'informations et elles ne sont pas assez uniformes. Normalement, on devrait plus ou moins déléguer le choix de partir ou non à l'administration qui détient le savoir. Le problème, c'est qu'avec internet, le savoir est aussi entre nos mains. Autodidactes, le doute demeure : on est déboussolés.

Tous les expatriés sont-ils angoissés ?

Au début, pas tous. Mon conjoint, par exemple, n'avait pas trop peur, mais avec la succession des informations, le doute s'accroît.

Comment vit le reste de la population ?

Ici, à Tottori, j'ai l'impression d'être dans un autre pays. Le contraste entre notre quotidien et les images de cataclysme que nous voyons est saisissant. C'est le jour et la nuit. Ici, aucune panne d'électricité, tout le monde fait ses courses tranquillement, sans trop en discuter. Tout se passe comme si de rien n'était. Je suis témoin à un mariage qui aura lieu samedi prochain, et une partie de la famille vient exprès d'Australie ! Alors que sur la côte est, au-delà des ravages du tsunami, une grande partie de la population est cloisonnée par peur du nuage radioactif. J'ai des amis proches de Tokyo qui ont calfeutré les portes et les fenêtres, et leurs sorties sont restreintes à l'achat de provisions. Et le plus souvent, ils continuent de travailler, en hotline par exemple pour renseigner les autres et leur apporter du réconfort. Les Japonais, eux, trouvent ça lâche, de partir.

Question incongrue : quel temps fait-il ?

Très beau ! Je surveille la météo : d'après les dernières infos de l'ambassade, d'ici cette nuit les vents souffleront vers le sud, en direction de Tokyo, et avec la pluie, des particules radioactives risquent de tomber. Ils répètent qu'il ne faut pas céder à la panique, mais je crains que ce soit trop tard...

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUIS SIBILLE

Tunisie, Égypte, Libye... Lorsqu'un État est instable politiquement, une des premières réactions est désormais de s'en prendre à Internet.

INTERNET, OUTIL DE LA LIBERTÉ ?



Khaled Said chasse Moubarak, dessin de Carlos Latuff

Bien avant l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi en Tunisie, il y a l'histoire de l'Égyptien Khaled Said. Le 6 Juin 2010, près de huit mois avant le départ d'Hosni Moubarak, le jeune homme de 28 ans est battu à mort par la police, selon des témoins, à sa sortie d'un cybercafé d'Alexandrie. Khaled aurait pu être une énième victime des régimes autoritaires, sans véritable suite. Mais le soulèvement des peuples arabes contre leurs dirigeants va changer la donne.

CYBER-DISSIDENCE

Khaled Said n'était pas n'importe quel internaute mais un cyber-dissident, ou ce que les Américains appellent des « *whistleblowers* », ces « *lanceurs d'alerte* » qui préviennent des abus de pouvoir ou des phénomènes de corruption. Il avait posté quelque temps auparavant une vidéo montrant des policiers se partageant le butin de dealers tout juste arrêtés. Après son décès, c'est autour de lui que se cristallisent toutes les protestations, des manifestations pacifiques de l'été 2010 aux heurts de début 2011, jusqu'au renversement d'Hosni Moubarak. Son image continue alors à vivre sur Internet : il devient un sujet de discussion Twitter (#khaledsaid) et sa page Facebook est un lieu où chacun peut afficher son soutien et coordonner des actions de résistance. Une utilisation d'Internet qui n'est pas forcément généralisable.

Les révolutionnaires libyens sont ainsi peu présents sur Internet, les expatriés prenant alors le relais. Plusieurs facteurs pour expliquer cela : la Libye n'est pas aussi développée technologiquement que l'Égypte. Surtout, le mouvement révolutionnaire n'a pas été initié par les jeunes diplômés sans emploi, parmi les premiers à protester via les réseaux sociaux dans le cas égyptien.

BLACK-OUT

Le 28 Janvier dernier, l'Égypte pratique ce qu'aucun autre pays n'avait fait auparavant : la coupure totale du réseau Internet. Une situation rendue possible par la mainmise du clan Moubarak sur l'économie numérique du pays et le faible nombre de fournisseurs d'accès existants. Stopper Internet semble être devenu le premier moyen de nuire à la liberté d'expression. Mais les exemples tunisien et égyptien, dont les révolutions ont abouti, indiquent qu'il est toujours possible de contourner la censure. C'est ainsi que Google a lancé « *Speak to tweet* ». Pour tous les internautes dont l'accès Facebook et Twitter est coupé, il est possible d'enregistrer un message sur une boîte vocale de Google. Celui-ci est aussitôt relayé sur les réseaux sociaux.

Cette volonté de museler Internet peut-elle avoir un impact pour les Français ? L'idée n'est pas saugrenue. Lorsque que vous tapez une adresse en «*.ly*», vous utilisez peut-être sans le savoir le domaine internet libyen. Une extension utilisée, entre autres, par le français Dailymotion, qui propose des adresses raccourcies du type <http://dai.ly>. Or le contrat d'utilisation du «*.ly*», qui implique théoriquement le respect de la Charia et du régime, condamnerait donc toutes les vidéos anti-Khadafi. Toutefois, peu de soucis pour le moment : trois des cinq serveurs qui gèrent ce domaine sont hors Libye et il faudrait des semaines pour que le colonel obtienne un arrêt total. La question de la pérennité des liens reste néanmoins posée, même pour les Français.

GUILLAUME FAURE

Comment faire entendre la voix des opposants arabes quand l'accès internet est coupé par le pouvoir ? Rencontre avec ces expatriés libyens et ces internautes engagés qui font vivre la révolution sur la toile.

HÉRAUTS DE LA RÉVOLUTION

John Scott-Railton n'est ni un petit génie de l'informatique, ni même un « geek ». Son compte Twitter a été créé il y a à peine deux mois. John n'utilise ni équipements ultrasophistiqués ni haute technologie. Ses seules armes sont un Blackberry et un ordinateur portable. Pourtant, ce doctorant de Los Angeles contourne chaque jour la censure d'internet exercée par le gouvernement libyen.

« TRANSMETTRE LES VOIX »

« Ils nous tirent dessus, c'est terrible. » Une voix brouillée, à peine audible, lâche quelques mots avant que le bruit insistant de tirs nourris ne prenne le dessus. Un témoignage audio de quelques secondes qui suffit à faire ressentir le climat de tension qui règne à Ra's Lanuf, alors assiégée par les troupes de Kadhafi. Recueillie et enregistrée par John Scott-Railton depuis les Etats-Unis, la conversation téléphonique est immédiatement postée sur Twitter. Pour quelques-uns de ces récits de guerre, cet universitaire américain passe une centaine de coups de fils chaque jour. « Hier, ils sont descendus sur nous avec des avions, raconte un Libyen sur un autre document. Aujourd'hui, ils bombardent la ville. Le tir a touché une maison. Et hier, ils ont frappé une famille sur la route. L'un d'eux est mort. »

John refuse de voir les Libyens réduits au silence dans le concert médiatique. « Je veux transmettre les voix », assure t-il, s'érigeant en véritable porte-parole des peuples arabes. Là où l'accès internet est coupé, il prend le relais. Jusqu'à s'improviser intermédiaire entre les



Depuis Los Angeles, John Scott-Railton est en contact permanent avec les révolutionnaires égyptiens et libyens. Capture d'écran : J. G.

révolutionnaires et la BBC ou CNN. « Je me situe entre le citoyen consommateur d'informations et le journaliste qui les produit », estime-t-il. Désormais héraut des révolutions arabes, il sévit aussi bien dans la Libye de Kadhafi que dans l'Égypte de Moubarak.

Sa mission, telle qu'il la définit, commence en fait le 25 janvier, point de départ de la révolution de la place Tahrir au Caire. Face à la vague d'insurrection qui déferle sur l'Égypte, John comprend rapidement que quelque chose est à tenter pour faire entendre la voix des protestataires dans le monde. Il a déjà vécu dans le pays, il y a des relations, il est donc temps de les activer. « Pour moi, c'est devenu une sorte d'obligation morale, affirme-t-il. J'avais le réseau nécessaire, je devais passer à l'action ». Il joint aussi des expatriés de Londres, de Dubaï et des Etats-Unis qui ont eux-mêmes des contacts sur place. L'objectif : établir un réseau de relais fiables, qui s'exprimeront sur les événements tels qu'ils les perçoivent.

Ensemble, ils alimentent @Jan25voices, un compte Twitter pour l'Égypte. Puis lorsque la Libye s'embrace



à son tour le 17 février, ils passent la frontière et créent @Feb17voices. Heure par heure, ils inondent la toile de témoignages et d'informations sur la marche des insurgés.

LA RÉVOLTE EN TEMPS RÉEL

Un rôle de veille que se sont aussi appropriés les membres du Libyan Youth Movement. Expatriés libyens, ils s'organisent pendant la révolution égyptienne, avant même que leur pays d'origine ne bascule. Ils ont tout prévu ou presque. La propagation, la répression, le blocage. « Un blackout était inévitable, c'était donc à nous, les Libyens de l'étranger, de passer le message sur ce que nous voyions venir : une brutale répression de toute manifestation, même pacifique, qui aurait forcément lieu. »

Le Libyan Youth Movement constitue son réseau bien avant que les slogans anti-Khadafi n'envahissent les rues libyennes. Il va gonfler au même rythme que le vent de révolte dans le pays. Ainsi, quand Facebook et Twitter sont censurés par le régime, les internautes expatriés sont à même de faire entendre des centaines de voix sur les réseaux sociaux. « La manière la plus efficace pour ceux qui étaient à l'intérieur était de nous

faire passer les informations par n'importe quel moyen disponible et nous étions en mesure de les poster sur différents sites », expliquent-ils. Chaque jour, des dizaines de nouvelles sont ainsi captées directement à la source et communiquées sans délai au reste du monde. Le Libyan Youth Movement se targue d'avoir twitté des « scoops », avec parfois une demi-journée d'avance sur les médias traditionnels : « Notre but était de sortir des informations en temps réel et nous avons l'impression d'y être parvenus ». Des nouvelles indispensables pour sensibiliser les internautes à leur cause, les mobiliser lors de manifestations de soutien aux quatre coins du monde et lever des fonds humanitaires pour la population libyenne.

TÉMOIGNER, À QUEL PRIX ?

Bien sûr, témoigner n'est pas anodin pour les Libyens. Les membres du mouvement préfèrent cacher leurs noms pour garantir la sécurité de leurs familles restées là-bas. « Le régime de Khadafi est toujours en place dans certaines parties du pays. Au début, ils arrêtaient ceux qui parlaient au téléphone ou avaient un membre de leur famille à l'extérieur de la Libye. »

Un risque bien connu des interlocuteurs de John Scott-Railton. D'où cette peur de s'exprimer, exacerbée par des années de dictature, que l'Américain ressent à chaque appel et s'efforce de respecter. « On leur demande toujours s'ils peuvent parler. Ça doit toujours être le choix de celui qui témoigne, on ne crée pas le risque pour lui », explique-t-il. Avec tout de même des différences selon les régions. « Il y a toujours eu une dynamique de gouvernance différente entre l'Est et l'Ouest du pays. A l'Ouest, les gens sont plus proches du pouvoir, ils ont moins confiance. Par exemple, en ce moment, les habitants de Tripoli ne sont pas très chauds pour me parler. »

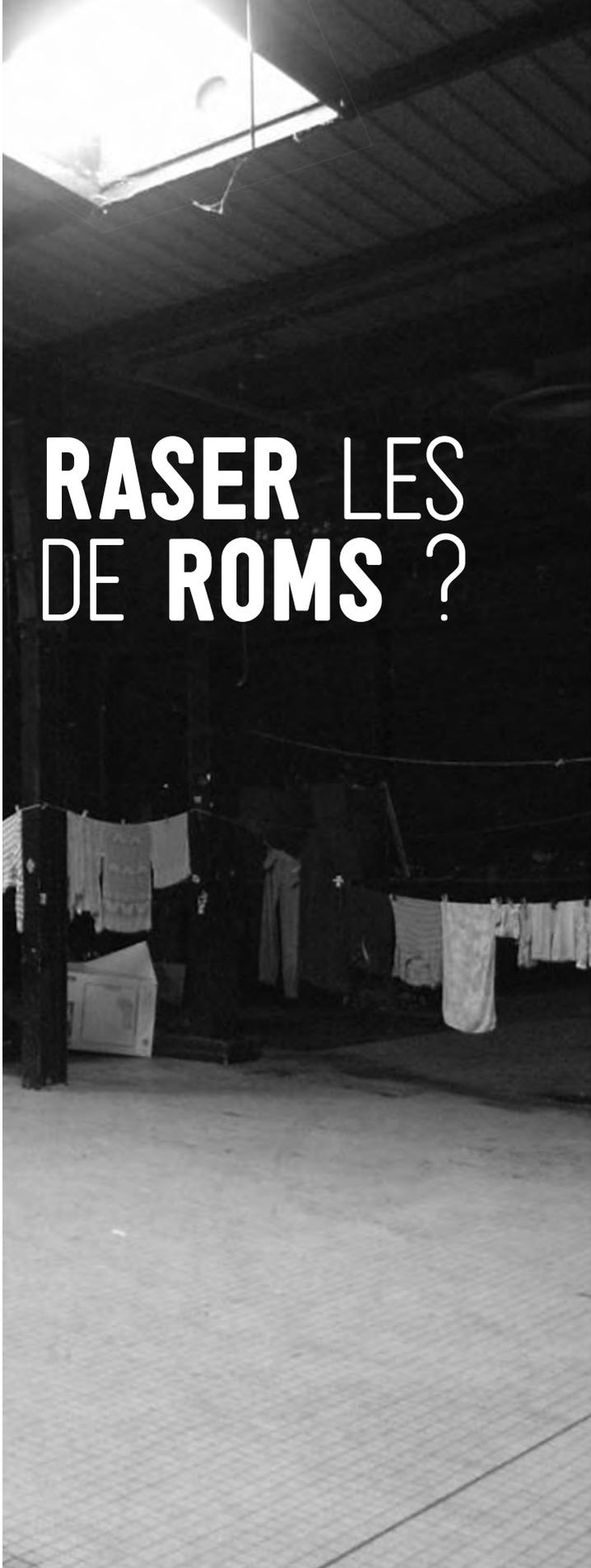
Pour lui comme pour le Libyan Youth Movement, Internet a été une opportunité formidable de participer à la révolution. Un espace d'expression sans équivalent. Pour autant, ils ne croient pas à la « révolution internet ». L'idée selon laquelle ces mouvements de révolte n'auraient pu naître et aboutir sans la toile. John préfère nuancer le phénomène : « Il est clair qu'Internet a joué un rôle important, mais peut-être pas critique ». Il est trop tôt pour l'évaluer. En Égypte, les plus grands événements ont eu lieu après qu'Internet a été coupé. Et si tout était dû au web, comment expliquer que certains régimes autoritaires tiennent encore quand la planète entière est désormais connectée ?

JULIE GONNET

**SES SEULES
ARMES, UN
ORDINATEUR
PORTABLE
ET UN
BLACKBERRY**

FAUT-IL SQUATS





RASER LES DE ROMS ?

Au lendemain de l'incendie d'un squat des Bassins à Flot le 3 mars dernier, la Communauté urbaine de Bordeaux a annoncé vouloir raser tous les squats de l'agglomération d'ici la fin de l'hiver. Mais ne signe-t-elle pas ainsi la fin d'un système qui fonctionne bon gré mal gré ? Enquête.

Un entrepôt interminable. Quelques puits de lumière permettant de faire sécher sans trop de mal le linge suspendu aux longues cordes qui traversent le lieu. Une buanderie un peu spéciale, aux allures de hangar désert. Beaucoup plus petites, les pièces adjacentes d'une douzaine de mètres carrés, sont les chambres où vivent plusieurs familles, dont celle de Traïko. Traïko est un gamin bulgare malicieux qui nous fait « visiter » le squat. « *Vas-y, touche, touche !* », lance-t-il quand on pose les yeux sur l'amas de fils électriques qui courent sur les murs de la minuscule pièce. Mieux vaut s'en garder. Car ce sont bien les branchements électriques sauvages qui ont provoqué les incendies des dernières semaines. Il suffit d'un minuscule court-circuit pour faire jaillir les flammes dans ces lieux de vie temporaires. En seulement un mois, trois squats de la Cub occupés par des roms ont ainsi été victimes d'incendies accidentels. Un chiffre coup de poing qui pose la question épineuse du logement – illégal – dans des friches industrielles souvent insalubres.

LE SQAT BORDELAIS : STABILITÉ ET LONGÉVITÉ

Si la Cub exécute son projet de destruction, elle mettra pourtant fin à une relative stabilité, caractéristique des squats bordelais. Car la durée d'existence d'un squat dans la Cub est bien plus élevée que dans le reste de la France. Paul Lannuse-Cazalé, responsable de la mission Rom à Médecins du monde, explique : « *La durée de vie moyenne d'un squat en Seine-Saint-Denis est de moins de trois mois. A Bordeaux, elle est d'un an, voire plus. On a même des squats comme celui de l'avenue Thiers qui existent depuis bientôt trois ans, c'est exceptionnel* ». En raison du réaménagement urbain des dix dernières années et des nombreux projets encore en attente, la majorité des friches industrielles bordelaises appartiennent à la Cub. Un détail loin d'être anodin pour Anaïs Gretter, étudiante en architecture et auteur d'un mémoire sur les squats de roms à Bordeaux « *Les lieux appartenant aux pouvoirs publics sont plus appréciés des squatteurs parce que les terrains restent en friche pendant des années et que l'espace disponible est bien plus important. Mais c'est surtout parce*

« LA DURÉE DE VIE D'UN SQAT EN SEINE-SAINT-DENIS EST D'UN MOIS. À BORDEAUX, ELLE EST DE PLUS D'UN AN »

que les poursuites et les expulsions peuvent être moins graves qu'avec un propriétaire privé que les squatteurs privilégient ces terrains. »

UN SQUAT « 4 ÉTOILES ».

D'où un investissement des Roms dans l'installation de leurs lieux de vie peut-être à plus long terme dans la Communauté urbaine de Bordeaux que dans d'autres agglomérations françaises. Effectivement, lors de la visite d'un squat, on est frappé par l'organisation méticuleuse avec laquelle les familles sont installées. Chaque objet semble avoir une place bien précise pour permettre de rentabiliser au maximum l'espace disponible. Les lieux sont d'une propreté exemplaire. Lecteurs DVD, télévisions, chaînes hifi, sont désignés avec fierté par un Traïko qui roule des mécaniques pendant qu'il nous balade, dans les deux sens du terme. Plus encore, certaines communautés prennent une part active dans l'aménagement de leur habitat. C'est le cas par exemple dans un squat situé quai de Brazza.

C'est le « 4 étoiles » des squats bordelais, avec des petites terrasses devant les habitations de fortune. Progressivement, les Roms se sont approprié le squat de Brazza. « Ils s'installent dans un local vacant puis ramènent petit à petit des matériaux de récupération pour construire des petites installations autonomes sur la parcelle. Mais il ne faut pas être angélique non plus, la plupart des squatteurs vivent dans des conditions réellement dégradantes » précise Anaïs Gretter.

L'ÉLECTRICITÉ SAUVAGE : LE CŒUR DU PROBLÈME

Mais les raisons qui motivent la Cub à éradiquer les squats de l'agglomération bordelaise ne sont pas forcément les conditions de vie dans lesquelles vivent les Roms. Non, l'angoisse de la Communauté urbaine est l'électricité sauvage, source de danger, d'incendie ; et donc de responsabilité pour les pouvoirs publics. « Dans tous les squats, les gens se débrouillent, ils se branchent sur des lampadaires ou sur tout ce qu'ils trouvent », raconte Paul Lannuse-Cazalé. Et c'est là que le bât blesse. La politique de la Cub et de la ville de Bordeaux était plutôt d'avancer à petits pas et de fermer les yeux sur les occupations illégales. Mais trois incendies en un mois, voilà qui pousse les collectivités à envisager des solutions radicales. D'où un plan de relogement express de la moitié des 450 Roms comptabilisés à Bordeaux. Un plan suivi de l'annonce à la presse, le 4 mars dernier, de la destruction de tous les squats de la Cub. Une solution extrême qui fait table-rase des initiatives pourtant audacieuses qui ont pu être prises dans le passé.

La ville avait ainsi pris la décision courageuse d'installer légalement l'électricité dans le squat de l'avenue Thiers à la suite d'un incendie survenu il y a un an.

Résultat : des risques de départs de feux réduits à zéro. « Mais le problème, c'est qu'en installant un compteur d'électricité, la mairie reconnaît l'existence du lieu. Elle se retrouve donc dans une position très délicate en cas d'accident puisqu'elle a légitimé l'occupation illégale du terrain », explique un médiateur du Centre d'Action Sociale de la Cub. Un problème difficile à résoudre pour les collectivités locales.

« RASER LES SQUATS AGGRAVE LA PRÉCARITÉ »

On comprend donc l'acharnement des collectivités vis-à-vis des squats, sources d'ennuis à répétition pour les élus. Pourtant, la destruction intégrale des entrepôts se situe très loin d'évacuer la question du logement des Roms. « La décision de la Cub ne va pas résoudre les problèmes d'incendie », souligne Paul Lannuse-Cazalé. « Au contraire, elle précarise encore plus ces personnes. Elle va les éloigner dans des friches industrielles encore plus insalubres et va briser le lien construit petit à petit entre les habitants et les associations ».

Car raser les squats ne va pas entraîner comme par magie la disparition des quelque deux cents Roms non pris en charge par le plan de relogement de la Cub. Les renvoyer chez eux ? Inutile. Car il faut plus qu'un billet d'avion aller vers leur pays pour les décourager.

BORDEAUX-BUCAREST-BORDEAUX : 3 JOURS

« Tous les Roms expulsés empochent une prime pour rentrer chez eux et reviennent en France quelques jours plus tard », explique Paul Lannuse-Cazalé. « Une fois, deux parents et leurs six enfants avaient été renvoyés en Roumanie. Leur avion décollait un jeudi à 5 heures du matin. Arrivés à Bucarest, ils ont dormi dans l'aéroport. Ils n'ont même pas profité du voyage pour aller rendre visite à leur famille dans un village proche. Trois jours plus tard, ils étaient de retour à Bordeaux ». Une anecdote révélatrice de l'incompatibilité entre les solutions mises en œuvre et la réalité de la situation. Ce que souligne Anaïs Gretter : « Le problème principal à Bordeaux est l'écart temporel démesuré entre des personnes nécessitant un habitat d'urgence et les projets urbanistiques et architecturaux de la Cub. Ces projets seront réalisés dans une dizaine d'années et mobilisent des terrains vacants pendant des décennies ».

Le logement des Roms, qui était une préoccupation de la mairie de Bordeaux bien avant les polémiques de l'été 2010, reste donc une question cruciale. La ville a engagé depuis plusieurs années une politique d'avancée progressive accompagnée d'un travail régulier sur le terrain. Dommage d'y mettre fin par un plan dont la radicalité rend le compromis impossible.

MARTHE RUBIO

L'annonce d'un plan de logement pour les Roms met au jour les divergences politiques entre Bordeaux et la Cub.

LA CUB FAIT CAVALIER SEUL

Rasés, purement et simplement, c'est le sort promis aux squats de Roms par le président socialiste de la Communauté urbaine de Bordeaux (Cub), Vincent Feltesse. Une annonce faite lors d'un bilan concernant la Mous, la Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, lancée en janvier 2010 pour évaluer les besoins et la situation de la population rom à Bordeaux. Un projet de la Cub et de la préfecture, dont la mairie de Bordeaux est curieusement écartée. Il prévoit de reloger entre 12 et 20 familles dans des maisons individuelles, et d'expulser les autres. D'aucuns salueront une initiative qui a le mérite d'exister, même si très peu d'hébergements sont prévus.

D'autres pointeront du doigt l'hypocrisie de ce plan de relogement. Un processus de sélection un peu compliqué, fondé sur des critères subjectifs, loin de faire l'unanimité. Même au sein de la mairie de Bordeaux. Alexandra Siarri, adjointe chargée de la lutte contre les nouvelles précarités, lui reproche « *certaines dysfonctionnements* ». Pour Muriel Parcelier, maire adjointe de la Bastide, ce bilan traduit « *une méconnaissance de la réalité* ». Un manque d'enthousiasme qui révélerait des dissensions entre conseil municipal de Bordeaux et Communauté urbaine.

BORDEAUX SE DÉSENGAGE

Bordeaux, qui cofinancé la Mous dans sa première phase, a depuis retiré ses billes. Et a même lancé en parallèle son propre comité de pilotage en septembre.

« *Parce que les choses n'avançaient pas assez vite* », selon Muriel Parcelier. Une fois par mois, ce groupe de travail se réunit avec Médecins du monde et Procom, associations qui n'ont pas été consultées par la Mous. Alors que le plan de relogement de la préfecture et de la Cub a été lancé sans faire appel à ces différentes expertises, les élus UMP de Bordeaux visitent des squats afin de se rendre compte de la situation. Responsable de la mission Rom de Médecins du monde, Paul Lanusse Cazalé confirme : « *Les élus qui ont le plus de connaissances sur le sujet viennent de la mairie de Bordeaux* ». Muriel Parcelier s'avoue d'ailleurs « *plus qu'étonnée par ces propositions [de la Cub, ndlr]* », voire « *choquée par les propos de Vincent Feltesse* ». Le président de la Cub a en effet affirmé à propos des habitants d'un squat évacué récemment : « *Ceux qui étaient en règle vivent dans de belles petites maisons, d'autres sont en prison* ». Un raccourci critiqué par l'ensemble des associations et qui met mal à l'aise les élus UMP.

La question des Roms reflèterait en fait un problème récurrent : deux politiques différentes de la part de deux adversaires politiques prêts à se tirer dans les pattes. On préférerait que les préoccupations des élus soit plus humanitaires que politiques, même s'il est difficile, à quelques jours des cantonales, de ne pas voir dans tout ça un enjeu électoral.

PAULINE MOULLOT



Se servir un verre d'eau du robinet est l'un des actes les plus naturels à faire chez soi. Sans pour autant que l'on se pose la question de savoir d'où elle vient et si elle est réellement bonne pour l'organisme. Enquête sur l'eau qui coule à Bordeaux.

DE L'EAU TROUBLE AU ROBINET?

L'heure n'est pas à la confiance aveugle dans l'eau potable. Le documentaire *Du poison dans le robinet* avait fait grand bruit lors de sa diffusion sur France 3 en juin 2010. D'une efficacité redoutable, l'enquête de Sophie Le Gall soulève des interrogations qui font vraiment froid dans le dos. Eaux saturées en pesticides, hydrocarbures ou autres substances cancérigènes et radioactives... L'aluminium « de clarification », ajouté pour rendre plus consommable une eau troublée, provoquerait la maladie d'Alzheimer. Des accusations confirmées par le professeur bordelais Jean-François Dartigues, spécialiste de cette pathologie du cerveau dans un rapport de juillet 2000.

En outre, une enquête conjointe de différentes agences sanitaires*, daté de février dernier, fait état de la présence de traces de médicaments dans les eaux potables. Et de leurs possibles effets nocifs sur la santé, notamment celle des personnes fragiles. Des prélèvements réalisés en Gironde par l'Agence régionale de la santé prouvent en effet que, dans les eaux destinées à la consommation humaine, on retrouve diverses traces (entre 1 et 50 nanogrammes par litre d'eau) de paracétamol, d'antibiotiques (amoxicilline) ou encore d'hormones (progestérone). En outre, le pamphlet *Water makes money*,



Station Saint-Paulin : centre névralgique de l'eau potable dans la Cub, elle est le dernier maillon de la chaîne de traitement et de distribution sur tout le réseau. Photo J. M.



diffusé le 22 mars prochain sur Arte, démontre que le passage des régies publiques aux entreprises privées d'exploitation des réseaux d'eau potable dans les municipalités (Bordeaux, par exemple) a rendu le suivi de la qualité plus difficile.

Parallèlement à une hausse des tarifications, l'attention portée à la qualité a fortement baissé. Traitements trop chers, installations trop compliquées à changer (notamment les canalisations en plomb, en question depuis le début des années 90 et en cours de remplacement)... La somme des charges contre l'eau potable effraie les consommateurs. Sommes-nous condamnés à boire de l'eau en bouteille, et ainsi alimenter un autre lobby, celui des fabricants d'eau minérale ?

NÉCESSAIRE COMMUNICATION

L'eau potable, un bien commun, est naturellement sujette à tous les fantasmes. En tant que citoyen, il est donc normal de se poser des questions. Remontons la filière, entreprise moins difficile qu'il n'y paraît. Directement en amont de notre verre d'eau se trouve la station d'alimentation. Dans la Communauté urbaine de Bordeaux, c'est la Lyonnaise des eaux qui est en charge de l'exploitation du réseau depuis 1992. Les 110 sites de production, 36 réservoirs de stockage (châteaux d'eau et autres), 3 100 km de canalisation et 57 km d'aqueduc répartis sur le territoire de la Cub sont pilotés depuis la station Saint-Paulin, à Bordeaux.

Impossible d'accéder aux stations de pompage réparties dans la ville, plan Vigipirate oblige, mais l'on pénètre à Saint-Paulin avec une facilité déconcertante. Le mot d'ordre de Suez : la communication à tout prix. Il en va de même avec la Cub et l'ARS, malgré un premier barrage de la préfecture. Pour Michel Fargeot, le responsable « eau potable » de la Lyonnaise ici, « *la transparence est fondamentale* » tant l'eau est « *surmédiatisée* ». Ainsi, « *nous n'appliquons aucune censure sur l'aspect technique des choses* ». Surveillée de toute part par les agences sanitaires, la Cub ou les consommateurs, la Lyonnaise n'a effectivement pas le droit à l'erreur. Et quand celle-ci arrive, c'est l'entreprise qui est directement prise à partie.

L'incident de Gamarde en 2009 (pollution d'un réservoir par des hydrocarbures) reste en mémoire. « *Ce sont les consommateurs qui nous ont alertés sur un goût d'éther dans leur eau* ». La distribution a été préventivement arrêtée, en vue d'effectuer des analyses. Deux jours plus tard, une pollution à l'ETBE (un composé de l'essence) a été décelée, « *Nous avons pu réparer les dommages* ». Le tout sous l'œil des usagers et, surtout, de l'État, à travers l'ARS. En effet, l'exploitant n'aurait aucun intérêt à cacher quoi que ce soit en la matière et gagne à travailler « en un partenariat fondamental » avec les instances officielles. Les 30 000

**« JE CROIS
QU'ON EST
HONNÊTE :
L'ÉVALUATION
DES RISQUES
EST BIEN FAITE »**

à 60 000 analyses réalisées chaque année par l'ARS sur les 111 points de captage du réseau pourraient en effet révéler très rapidement la moindre anomalie. Et aussi coûter cher à Suez.

DES TRAITEMENTS PRÉVENTIFS JUSTIFIÉS ?

La Lyonnaise fait d'autant plus attention à son eau qu'elle a récupéré un sous-sol d'une qualité très satisfaisante. Bordeaux porte bien son nom. Puisé dans trois couches différentes – l'éocène, le miocène et le crétacé – et plus ou moins anciennes et profondes, l'élément liquide ne subit que peu les marqueurs de la présence humaine. Raison de plus pour le protéger tant qualitativement que quantitativement.

De ce point de vue, l'opérateur fait un effort pour traiter l'eau de manière naturelle, grâce à l'utilisation de traitements physico-chimiques et biologiques. L'eau pompée dans les profondeurs passe en surface sur un filtre à sable. Avant d'être stockée dans les réservoirs chlorés, on peut aussi lui faire rencontrer des charbons ou de l'air, le but étant d'éliminer les différentes molécules en suspension, le fluor et les possibles organismes qui pourraient l'infecter. Quel intérêt, si l'eau est purifiée, d'y ajouter du chlore ? « *On ne désinfecte que ce qui est propre* », résume Gisèle Dejean, ingénieure principale d'études sanitaires à l'ARS.

La présence du chlore sur le réseau serait, du point de vue de la Lyonnaise et de l'ARS, une bonne nouvelle, prouvant que l'eau est saine et protégée d'incursions humaines ou bactériologiques. En outre, et contrairement à ce qu'on laisse croire dans *Du poison dans le robinet*, le chlore n'est pas dangereux pour la santé comme l'affirme l'Afssaps. « *Nous respectons les taux imposés : nous sommes à 0,3 mg/l de chlore au départ de la station et à 0,1 sur le réseau* ». Une présence toutefois renforcée depuis l'instauration du plan Vigipirate en 2003.

Et quid de ce maudit aluminium de clarification, responsable de dégénérescences du cerveau ? Michel Fargeot est très clair : « *Dans la Cub, on utilise l'aluminium sur un seul site. Au moment du traitement primaire – quand*

l'eau est pompée du sol, avant son transfert dans une « bache » de stockage – et pas lors du traitement final. Cette eau est ensuite passée sur filtres à charbon. Cette station est particulièrement suivie, notamment par l'ARS. À la sortie, l'eau est 100 % conforme aux taux en aluminium et en bactériologie ».

L'ARS gère l'eau en fonction de critères d'exigences de qualité sur des substances qui pourraient troubler la santé. « *Je crois qu'on est honnête : l'évaluation des risques est bien faite. Nous mesurons la présence de pesticides et de nitrates au microgramme ; celle des molécules émergentes, dont les médicaments, au nanogramme près* ». Cette présence de traces de médicaments, c'est la question qui fâche. Notamment Michel Fargeot : « *Il ne faut pas faire d'amalgame : la présence de médicaments dans les eaux épurées, c'est un problème environnemental. Qui, à terme, peut devenir un problème sanitaire, mais on n'en est pas là. Et puis, de toute façon, il faut être clair : on ne boit pas les eaux que l'on épure* ».

Pierre Bourgogne, directeur du pôle eau et assainissement de la Cub, se dit d'ailleurs entièrement satisfait de cette « *relation de confiance nécessaire* » avec Suez qui a la concession du réseau de distribution. Mais n'oublie pas les risques possibles qui peuvent peser sur l'eau du robinet. Il n'empêche. Voilà trois années de suite que les analyses révèlent 100 % de qua-

lité biologique. Selon les normes, bien sûr, de l'OMS, européennes et françaises. Mais comme le font savoir la Lyonnaise, la Cub ou l'ARS, nous ne sommes pas à l'abri de trouver, finalement, qu'une de ces molécules émergentes est dangereuse, ou que l'ingérence de telle ou telle substance est, à très long terme, nuisible. « *On ne peut pas encore le savoir* », relativise Gisèle Dejean. Une chose semble sûre, c'est que, en comparaison avec les eaux en bouteille, aujourd'hui mises en cause par leur plastique qui serait dangereux, l'eau du robinet est bonne à Bordeaux.

*L'Afssaps et l'Anses



Station Saint-Paulin : dernier robinet de contrôle avant la distribution aux usagers.
Photo J. M.

JÉRÉMIE MAIRE

D'où provient la viande bovine servie dans les restaurants universitaires de Bordeaux? Nous avons tenté de remonter la filière, de la table à l'étable. Avec plus ou moins de réussite.

ON A REMONTÉ LA FILIÈRE VIANDE DES RESTOS U



Si la semaine dernière, vous avez mangé du bœuf bourguignon au « RU des Capus », il venait probablement d'un petit village nommé Saint-Jean-le-Comtal. Ou alors de Aircrits-Camou-Suhast. En tout cas, d'un élevage provenant du Sud-Ouest. À l'origine de cette affirmation est l'idée assez simple de rechercher la provenance des aliments proposés dans les

restaurants universitaires, en remontant la chaîne de distribution, depuis les restaurants jusqu'au producteur. Pourquoi la viande de bœuf ? Parce qu'après les scandales sanitaires qui ont éclaboussé la filière bovine ces dernières années, on se dit qu'avec les mesures de traçabilité existantes, la démarche devrait être facilitée. Et pourtant...

Première étape : le restaurant universitaire des Capucins, qui sert de cuisine centrale. La direction m'oriente vers le service des marchés du Crous, qui s'occupe des appels d'offre. Sur place, j'apprends que le Crous fonctionne ainsi auprès de distributeurs spécialisés, avec une liste de critères à remplir pour obtenir le marché. Quels critères ? Pas de réponse... En ce moment, le Crous de Bordeaux se fournit en viande de bœuf auprès de trois distributeurs : Arcadie, Pomona et Brake. La deuxième étape est franchie. Leurs coordonnées en poche, je termine là mon enquête de « terrain » pour dégainer le plus précieux ami du journaliste : le téléphone.

« ORIGINE UE »

Le premier appel chez les distributeurs n'est pas très concluant et il s'avère difficile de joindre un interlocuteur susceptible de pouvoir répondre à mes questions. Chez Arcadie et Brake, c'est au service qualité qu'il faut s'adresser. Chez Pomona, seul le directeur est habilité à me répondre... quand il sera disponible. Les services qualité, chez Arcadie et Brake, se disent disposés à répondre à mes questions, mais me renseignent sur toutes leurs filières d'approvisionnement leur semble trop compliqué.

Ils me conseillent de partir de numéros de lots pour faciliter la recherche.

Retour aux Capus pour rencontrer le chef magasinier. Dans la chambre froide au sous-sol, je récupère des références sur trois produits : du bœuf bourguignon de chez Arcadie, des steaks hachés de chez Pomona, et des

alouettes (paupiettes) de bœuf de chez Brake. Le bœuf bourguignon est estampillé « né, élevé et abattu en France » ; l'emballage des steaks hachés indique une naissance, un élevage et un abattage en Italie. Quant aux alouettes, elles n'indiquent que « origine UE ».

Après plusieurs appels chez Pomona, la direction met fin à la conversation en annonçant ne pas souhaiter répondre à mes questions. Décision étonnante pour une entreprise qui travaille avec le Crous depuis de nombreuses années. En tout cas, la piste des steaks hachés italiens s'arrête là...

Chez Brake, après plusieurs échanges avec le service qualité, je finis par recevoir un mail m'annonçant que leurs services ne proposent pas d'alouettes de bœuf dans leur catalogue, et qu'on ne peut donc pas donner

suite à ma demande. Une dernière visite au restaurant universitaire m'apprendra que ces alouettes sont en fait des commandes spécifiques passées à l'avance au distributeur, à la suite d'un de ces fameux appels d'offre, et qu'elles ont bien été livrées par Brake. Là encore, la piste s'arrête là : la responsable qualité est en congé à l'heure où j'écris cet article.

Chez Arcadie, les choses de déroulent un peu mieux. Le service qualité finit par me fournir les références des pièces de bœuf correspondant au numéro de lot. Un coup de téléphone plus tard, et le groupement d'éleveurs correspondant à ces références me renseigne sur celui à qui appartenait le bétail, et qui habite à Saint-Jean-le-Comtal, un petit village au sud d'Auch, dans le Gers. Une autre partie du lot est indiquée comme provenant d'un groupement d'éleveurs basé à Aircrits-Camou-Suhast, dans les Pyrénées Atlantiques. Finalement, une partie de mon objectif est atteint.

VICE DE FORME ?

Que retenir de cette enquête ? Il apparaît que, malgré toutes les mesures de traçabilité, remonter la filière viande relève du parcours du combattant. Beaucoup

de zones d'ombre demeurent sur la provenance exacte de certains produits. Le plus inquiétant, à notre avis, étant que des entreprises refusent de répondre à nos questions. Faut-il malgré tout s'alarmer quant à ce que nous trouvons dans nos assiettes ? Le site du ministère de l'Agriculture nous apprend que, concer-



L'entreprise Pomona a refusé de répondre à nos questions. Photo B. D.

nant la restauration collective et « depuis le 1^{er} septembre 2000, date de mise en application du règlement n° 1760/2000 du Parlement européen [...] établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins [...], les étiquettes doivent mentionner un numéro de traçabilité, un identifiant du lieu d'abattage et un identifiant du lieu de découpe. »

Visiblement, toutes ces informations ne sont pas affichées de manière précise à chaque fois. À nous de faire confiance aux institutions européennes quant aux normes de sécurité sanitaires et aux contrôles effectués dans la chaîne de distribution... puisqu'on ne peut pas les vérifier.

BASTIEN DECEUNINCK

ET POURQUOI PAS BIO ?

Dans les cantines, c'est à la mode. On propose de la nourriture issue de l'agriculture biologique. Une bonne initiative, mais qui n'est pas toujours réalisable à de grandes échelles comme celle d'un restaurant universitaire. En effet, les volumes commandés par les restaurants sont tellement élevés que les agriculteurs bio ne peuvent pas répondre à la demande. Selon M. Marin, directeur du restaurant universitaire des Capucins, pour subvenir aux besoins des restaurants universitaires, il faudrait multiplier par quatre la surface cultivable du bio en Aquitaine.

Du problème des volumes découle aussi un problème de distribution. Les agriculteurs bio ne sont pas organisés en filières suffisamment importantes pour répondre aux appels d'offre du Crous. Et il est impossible pour les services des restaurants universitaires de se rendre dans chaque exploitation pour collecter quelques kilos

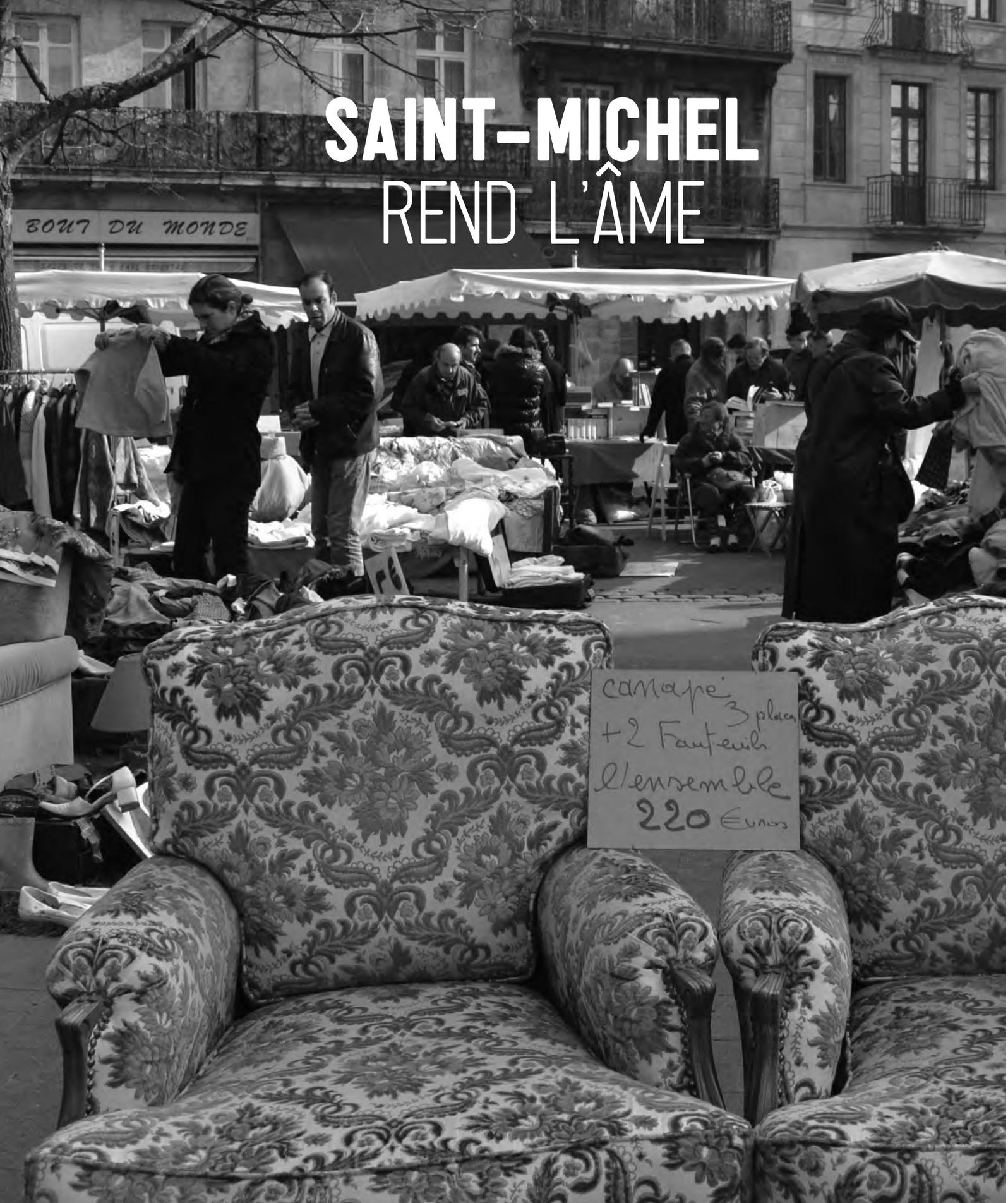
de tomates par-ci, quelques kilos de carottes par-là... Et quand bien même cela serait possible, il faudrait les mélanger lors de la préparation avec des aliments qui ne seraient pas issus de l'agriculture biologique. Impossible alors de signaler au consommateur, comme cela est demandé, que les aliments d'un plat sont bio. Enfin, le bio n'est pas forcément la solution la plus écologique sur toute la chaîne de distribution. Les restaurants universitaires ont depuis peu développé une réflexion sur l'empreinte écologique du système de livraison, et donc sur le CO₂ rejeté dans l'atmosphère durant toute la phase de distribution. Il est donc parfois moins écologique de s'approvisionner en bio dans une autre région que de se fournir dans l'agglomération bordelaise en aliments non-bio.

B. D.



« SUBVENIR AUX
BESOINS DES
RESTAURANTS
UNIVERSITAIRES
NÉCESSITERAIT
DE MULTIPLIER
PAR QUATRE
LES SURFACES
AGRICOLES BIO »

SAINT-MICHEL REND L'ÂME



canape 3 places
+ 2 fauteuils
l'ensemble
220 €uros

BOUT DU MONDE



A la fin de l'année, le marché Saint-Michel déménagera sur l'esplanade des Salinières pour deux ans.

13 millions d'euros ont été investis par la mairie de Bordeaux pour réaménager tout l'espace public du quartier Saint-Michel.

Ce projet de rénovation menace l'esprit cosmopolite du quartier.

Portrait d'un marché en voie de disparition.

Il est vaste et à la fois étriqué, agglutiné autour de sa flèche. Il sent bon le vieux carton, la cire à bois et la friture macérée. A ses pieds, des vieux skis en bois, des pinces crocodile, des tronçonneuses et des patins à roulettes. Le marché de Saint-Michel est un charmant foutoir à ciel ouvert exhibé tous les jours de la semaine sauf les lundi et samedi, réservés à l'alimentation.

Aux puces de Saint-Michel, on trouve de tout, on parle de tout. Un petit monde se côtoie, s'embrasse et s'épie toute l'année sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Le bazar de « Saint-Mich' » parle français, espagnol, portugais, arabe, roumain, bulgare, anglais et même japonais. C'est ici, au détour d'une chaise à trois pieds et d'un carburateur de moteur qu'une femme chic au chignon salue un jeune homme avec un blazer. Qu'ils discutent, qu'ils rient et qu'ils cajolent ensemble leurs bêtes à poils.

HOP, C'EST PARTI

C'est aussi ici qu'un passant en imper confesse qu'il « connaît des marchands qu'il vient saluer et des voyous en mobylette ». On peut également croiser un jeune au pantalon troué portant des « échasses à air comprimé » sur l'épaule.

Dimanche matin, le ciel est légèrement voilé et le vent s'engouffre entre la rue Planterose et la rue Carpenteyre. Une fois l'arrière de la basilique Saint-Michel dépassé, un brouhaha de cris et de voix s'échappe entre deux voitures qui filent. Plus qu'un gros camion blanc

à devancer et hop, c'est parti. Une horde de fourmis s'agite et s'accroupit. Un homme tâte le bois d'une table basse. « Zut, elle flanche » pense-t-il quand elle vacille sous son coude. Une pile de livres à vingt centimes, une autre de vinyles à cinquante cents plus tard et l'ovni du jour apparaît entre deux riffs de guitare. Une blonde platine, sac Chanel et ballerines léopard déambule dans la foule.

LA GRANDE FAMILLE

On ne peut pas traverser la place Meynard sans rencontrer René, le dinosaure de la place. Il vient depuis 31 ans au pied de la flèche. Il est tellement connu que ses confrères voulaient le nommer président du quartier. Mais ce black a refusé. « *La politique c'est pas son truc. Lui, il aime déballer* », confie sa femme d'origine algérienne. Les puces de Saint-Mich', c'est aussi Mimi et son mari, ancien routier. Après son licenciement, ils ont décidé de devenir marchands. On y croise Eric et sa chienne. Debout dans son camion, il paraît ronchon au premier abord mais se révèle être un personnage fort sympathique. Il déballe pour le plaisir, c'est sa passion. Derrière une paire de Ray Ban se cache Yves Tarrade. « *Connu comme le loup blanc sur la place* », il vient depuis huit ans. Il y a aussi Pierre que tout le monde appelle Pim, Francis, Mohammed, Aziz et les autres. Tous nous racontent les puces.

Saint-Michel brasse. Des gens et de l'argent. Même si cette affirmation n'a pas l'air de convaincre tous les marchands. Francis, trois polaires sur le dos, déballe ses affaires ici depuis huit ans. Avant, il vendait des meubles en semaine, maintenant il n'y a plus de demande. « *Même les trucs à un euro, ils n'en veulent pas. Ils les veulent à 50 centimes !* ». Mimi et son mari préféreraient ne vendre qu'à l'île d'Oléron et à l'île de Ré, car « *là-bas, les gens ont plus d'argent* ».

Pim avance que « *le métier devient de plus en plus dur. Dans les années 90, on pouvait facilement se faire 500 euros par semaine. On arrivait le camion plein, on repartait, il était vide. Maintenant on peine à se faire 25 euros. L'ambiance est morose.* » Adossé à une chaise avec son bonnet bleu à la Cousteau et ses yeux bleus ridés, on dirait un marin. Il poursuit son histoire.

Une histoire commune à beaucoup d'autres de ses amis. Un caractère trempé, un goût du « vieux » parfois acquis dès l'enfance, l'envie de ne pas rentrer dans un cadre, d'être son propre patron, d'être libre. Et une peur collective : le contrôle fiscal. Les marchands travaillent beaucoup au noir.

Si on a connu Pierre, c'est parce que Yves nous l'a présenté. Si on a connu Yves c'est parce que « son stagiaire » nous l'a recommandé pendant qu'on parlait à Francis que Mimi nous a proposé d'aller rencontrer. La grande famille Saint-Michel s'apprécie et s'entraide.





Mais ça dépend pour quoi : « *S'il y a un voleur sur la place, tout le monde va se rassembler pour le choper. Mais le matin pour prendre le meilleur emplacement, c'est chacun pour sa gueule !* » corrige Pim.

Du côté des badauds, la même chaleur, la même communion. Un passant se confie : « *J'habite à Talence mais ici, c'est mon quartier. J'y viens depuis 20 ans pour fouiller et pour causer. Je connais tout le monde. J'aime bien chiner comme les petites vieilles.* »

LA DROUILLE

La semaine, le marché est moins bondé mais tout aussi vivant et hétéroclite. Les brocanteurs traditionnels ont l'habitude de vider les maisons et de revendre des beaux meubles et des pièces de collection. Mais depuis une bonne dizaine d'années, des Bulgares et des Roumains se regroupent d'un côté de la place et vendent pour survivre. Moins d'antiquités, moins de meubles mais beaucoup plus d'électronique. C'est « la drouille » : la foire aux petits objets et aux bas prix. Certains marchands voient d'un mauvais oeil cette évolution du marché qui selon eux est due à « *l'ouverture des frontières européennes* ». Chargeurs de portable, fers à repasser, perceuses...tout droit sortis de leur coffre de voiture jonchent le sol près d'antiquaires qui résistent. Mais le dimanche, la drouille est interdite sous peine de recevoir une contravention. La cohabitation entre les gens de la drouille et les antiquaires est parfois difficile. Beaucoup d'anciens mettent la précarisation de leur métier sur le dos des « drouilleurs ». Eric ne veut pas se faire traiter de raciste mais insinue que cette cohabitation l'oblige à casser ses prix.

« NO MAN'S LAND »

Laurence Leglise, elle, expose au Passage Saint-Michel. Dans ce grand entrepôt de 1 600 m², les marchands vendent de vraies antiquités. Bordelaise tradi, pas de maquillage, lunettes de soleil en guise de serre-tête et iphone à la main, Laurence a quitté son poste de cadre chez Xerox pour chiner. Les puces sont importantes pour elle : entre le marché et le Passage, c'est un échange de clientèle. Elle qualifie le quartier de « *no man's land* ». Cet aspect hétéroclite ferait tout son charme selon elle. Elle attend avec impatience la rénovation du coin voulue par la mairie. « *Il faut aller vers le renouveau, accepter d'aller de l'avant* ». Même si « *il faudra courber l'échine pendant la durée des travaux car on aura forcément moins de clients* ».

A tous ceux qui disent que ce réaménagement va tuer l'âme du quartier, elle répond que « *ils ont oublié qu'il y avait les Capus juste à côté* ». Sa théorie ? Ce sont tous les commerçants de Saint-Michel et des Capucins qui apportent de la mixité sociale, et eux sont inamovibles.

**« J'AIME BIEN
CHINER COMME
LES PETITES
VIEILLES »**

Elle ne les imagine pas tous désertier les lieux rapidement après les travaux. Donc après la réhabilitation, l'essence du quartier serait sauve. Elle est consciente qu'elle n'est pas dans la même situation que beaucoup d'autres. « *Sur la place, y'en a qui sont sur le carreau. Ils dorment dans leur voiture donc c'est pas la même réalité.* »

Saint-Michel accueille tout le monde. Les riches, les pauvres, les vieux, les jeunes, les femmes, les hommes, les Français pure souche et ceux qui ne parlent pas un mot de français. Mohammed travaille aux puces depuis 12 ans. D'origine algérienne, il « *vend pour manger* ». Ses fers à repasser, il les achète en gros et les revend au plus offrant. Il travaillait dans le bâtiment, mais après son licenciement, il n'a jamais retrouvé de travail. Blouson en cuir, jean, baskets, il vit au jour le jour, rentre parfois au « *bled* » en Algérie. Un client vient le voir : c'est son cousin « *éloigné* » dit-il. Blagueur et rieur, il aime faire du commerce. Mais aujourd'hui, il repartira dans son Audi break pleine à craquer.

Aziz, lui, est moins gai. Il n'a pas envie de parler aujourd'hui. Il n'est pas d'humeur. Il est allé au poste ce matin pour une histoire de vélo « *qui s'est retrouvé sur son stand* ». Mais il jure qu'il n'a rien à voir là-dedans.

« FEU LE MARCHÉ »

La rénovation du quartier fait jaser. Tous refusent un nouveau « *Saint-Pierre avec des parkings à 12 euros de l'heure* », bougonne Pim. Au stand d'en face, un homme d'une quarantaine d'années se tient contre un meuble. Yves Tarrade porte un jean serré et sa veste en tweed sent le tabac froid. Avant, il chinait des pièces du XX^e puis montait à Paris pour les vendre. Brocanteur de père en fils, il tient un grand dépôt place de la Monnaie. « *C'est l'un des derniers quartiers rigolos du centre ville, il se passe un truc tous les jours.* » Son collègue renchérit : « *Feu le marché...* » et il allume une cigarette.

Un jeune trentenaire vient acheter le jeu des petits chevaux pour ses enfants. Une boîte en bois, trouvée par terre. Cela faisait dix ans qu'il n'était pas revenu à Saint-Michel. « *Ah ! Il ne me connaît pas mais moi je le connais, lui.* » lance-t-il. Lui, c'est René. Il discute entre deux meubles vêtu une polaire verte. Sous sa casquette, des yeux perçants. Il regrette, « *vous voyez ces jeunes-là qui bouffent leur sandwich entre deux stands, ça c'est fini, c'est ça qui fait mal. L'esprit Saint-Mich' ne correspond pas au projet de rénovation de la place Meynard. Il veut tout aseptiser, tout blanchir. Ils veulent enlever l'âme du quartier. C'est impossible que ce soit comme avant.* » Il parle avec les mains, des mains écaillées, usées par le travail. « *Ici, c'est le bazar, c'est ce qu'on aime, on peut tout déballer par terre,*



c'est la vie, c'est le plaisir. Cette magie-là, si je viens pas faire un tour, elle me manque. »

L'ÉTAGÈRE TRÔNE

Malgré les promesses de la mairie, la plupart des marchands ne pense pas revenir sur la place après les travaux. Fini le grand déballage, maintenant les chineurs pourront marcher sans regarder où ils mettent les pieds. Plus de bricoles à même le sol, plus de gamins qui jouent au ballon, plus de bavardages autour du lampadaire.



« On vit les dernières heures du marché » ajoute René, résigné. Aujourd'hui Eric ne déballe pas, il a fait 4 euros hier. Alors il vient chiner avec sa chienne. Il jette un coup d'oeil à ce qu'il pourrait acheter pour revendre. Plus loin, un couple de jeunes branché essaye des vêtements à même la rue. Au centre du marché, le stand africain est le plus grand, toutes sortes de statuettes sont disposées. Les gens regardent, passent leur chemin, puis reviennent. Un homme passe avec une étagère en bois sur l'épaule. « Faut que je la vende, elle m'encombre. 5,40 euros pour m'acheter un paquet

de clopes. » Deux jours plus tard, l'étagère trône sur le stand de Rachid.

BRUNE DAUDRÉ ET CAROLINE MOTTE
PHOTOS CAROLINE MOTTE

• Retrouvez une vidéo et d'autres photos de la brocante Saint-Michel sur imprimatur.fr

**« ICI, C'EST LE
BAZAR C'EST CE
QU'ON AIME »**

*« Ce marché fait vivre
Saint-Michel. C'est
une place magique »*
René





Le CEID Planterose reçoit toxicomanes désireux de se soigner et squatteurs en quête d'une douche ou d'un peu d'écoute avant de reprendre la route. Les professionnels qui y travaillent décrivent un milieu dur, fait de misère mais aussi d'espoir et de respect.

DROGUE : ÉCOUTER ET SOIGNER

À deux pas de la basilique Saint-Michel, le centre méthadone Planterose du Comité d'étude et d'information sur les drogues et les addictions (CEID) est accueillant. Les meubles sont colorés, sur une table trônent échiquier et damier pour ceux qui voudraient tuer le temps avant un rendez-vous. C'est ici que les toxicomanes peuvent se servir en stéribox, ces petites boîtes en cartons comprenant le nécessaire stérile pour se piquer le plus proprement possible. « Souvent, les usagers ont déjà une certaine expérience de l'injection, ils savent comment faire. Les « anciens » le font sur les « novices », mais on leur explique quand même comment faire une injection avec le kit », indique Nicolas Bourguignon, le directeur du centre Planterose. Cet homme plutôt jeune confie que le monde des junkies est très particulier: « Si un drogué veut se soigner, il va devoir couper avec ce milieu. Quand un membre d'un squat décide de s'en sortir, les autres vont le soutenir, car ils savent que c'est positif pour lui. Mais ils vont aussi essayer de le faire replonger, car s'il s'en sort, il leur renverra leur situation en pleine figure. »

Les journées au Ceid de la rue Planterose se divisent en deux. Le matin, ce sont les visiteurs en quête de soin qui viennent voir un médecin, une infirmière ou

l'assistante sociale pour un rendez-vous personnalisé. C'est à ce moment là que le traitement de substitution, de la méthadone en l'occurrence, est délivré dans des conditions strictes : « Toute la méthadone est stockée dans un coffre, ouvert uniquement par un des médecins, explique Nicolas Bourguignon. Et bien entendu la méthadone n'est donnée que dans un cadre bien particulier: il faut que le patient soit suivi par un médecin et qu'il soit dans un processus de soin et ait la volonté de s'en sortir. » Dans une optique de sevrage ? « Pas toujours. Le soin n'est pas obligatoirement synonyme de sevrage. Il faut savoir que 90 % des sevrages échouent. Être dans une optique de soin, cela veut dire suivre un traitement, prendre moins de drogues. Quand on se drogue, on le fait parfois pour soulager une souffrance, un problème ou un trouble psychiatrique. Ce n'est pas toujours ce qui crée le problème, c'est une tentative de le réguler, même si, bien sûr, ça ne règle rien. Au contraire, ça aurait plutôt tendance à amener d'autres ennuis... »

« NOTRE BUT EST D'AMÉLIORER LEUR VIE »

L'après-midi, le centre se consacre à la réduction des risques et accueille des usagers prenant de la drogue, vivant dans la rue ou dans des squats, mais ne souhaitant pas encore se soigner. « Au début, la drogue apporte du plaisir, les utilisateurs disent : « Moi, je gère ». Avec le temps, ils augmentent les doses pour retrouver ce plaisir, et finissent par prendre de la drogue non pas pour se sentir bien, mais pour ne plus se sentir mal, décrit Nicolas Bourguignon. Ils ne gèrent plus rien, c'est alors qu'ils veulent se soigner et viennent nous voir, mais plus pour prendre une douche ou une stéribox. »

Dans une stéribox, on trouve une seringue, un peu d'eau stérile à mélanger avec l'héroïne ou la cocaïne et une « cuillère » pour faire chauffer cette préparation. L'utilisateur plante ensuite le filtre sur l'aiguille de la seringue pour aspirer le mélange avant de se l'injecter dans une veine. Un coton imbibé d'alcool, afin de désinfecter la plaie, est aussi compris dans le kit, ainsi qu'un préservatif, « pour réduire les risques de contamination via les rapports sexuels, dixit Nicolas. Notre priorité est de réduire les risques de contamination du sida et de l'hépatite C. »

Le centre compte aussi des douches et une machine à laver pour permettre à ceux qui vivent dans la rue de garder une certaine hygiène. Un ordinateur et un téléphone aussi, pour que les hôtes du centre Planterose puissent faire des recherches et téléphoner s'ils sont en recherche d'emploi. Un usager passe, l'air un peu perdu, le téléphone dans la main.

« Où tu vas ? demande Jean-Laurent, l'animateur socio-culturel du site.



Fanny Déaux, une des infirmières, a la responsabilité du coffre contenant la méthadone. Photo : Louis Thubert

– J’ai un coup de fil à passer, répond le jeune homme, le visage rougi. J’en ai parlé avec la secrétaire, elle m’a dit OK.

– D’accord, ne le sort pas dans le sas et pense à le reposer quand t’as fini, lui lance Jean-Laurent. »

Le « sas » est un espace couvert, donnant sur la rue, avec quelques chaises pour qu’usagers et professionnels puissent fumer une cigarette tout en discutant. On y a disposé des barres en métal, comme dans les garages à vélo, afin que les chiens des visiteurs puissent être attachés. C’est dans le sas que les uns et les autres se retrouvent. Les professionnels connaissent chacun des usagers, on s’appelle par son prénom. « C’est important pour nous de connaître les gens, pour savoir qui vient. Mais on ne peut pas les forcer à donner leur identité. Les toxicomanes qui viennent ici ont souvent choisi une forme de marginalité, ils se méfient des institutions, raconte Nicolas. Ils ont du mal avec les horaires, on peut pas leur demander de pointer avec leur carte d’identité. Alors on demande un prénom, un surnom, pour pouvoir quand même les identifier et les connaître. »

RELATIONS DE CONFIANCE

Une fois le premier contact établi avec les professionnels, de nombreux usagers désirent s’investir dans l’association. « À la suite de la loi de 2002, on a créé un Conseil de vie sociale qui se tient tous les deux mois,

témoigne Jean-Laurent. Avec nos usagers, c’est pas facile d’élire des représentants, mais on les prévient quinze jours à l’avance et ceux qui le désirent peuvent participer. Il y a un espace d’échange, des groupes de discussion... C’est une façon de s’investir pour ceux qui vivent dans la rue. » De fait, ceux qui désirent s’impliquer semblent se sentir chez eux et discutent nonchalamment entre eux, ou avec les animateurs. Chacun se tutoie et, malgré les aboiements des chiens provenant du sas, l’ambiance est calme. « Dans ce métier, il faut savoir créer des liens, confie Marie, infirmière, qui travaille au centre depuis huit ans. Les gens viennent, je leur sers un café. Ensuite ils demandent une stéribox, ensuite ils viennent soigner une coupure qui s’est infectée, et c’est comme cela qu’un processus de mise en confiance se construit. Il faut tisser un lien avec une population qui se fait jeter de partout, ça ne se fait pas comme ça. Il faut parfois six mois pour que l’autre ait confiance en vous. »

PARCOURS CHAOTIQUE

« J’essaie de leur apporter un peu plus que de la simple réduction des risques, avec des sorties culturelles ou sportives pour les usagers, rapporte Jean-Laurent. On les a emmenés à la dune du Pyla, à Blaye... Ils ont pu sortir de la rue, faire courir les chiens, dans une ambiance sans drogue ni alcool. » Mais, coupé du reste de la société par la drogue, les junkies ont oublié certaines habitudes implicites. Lors d’une sortie cinéma pour voir Inception, certains usagers sont partis fumer une cigarette au toilettes, ratant la fin du film.

Au centre, pas de violence malgré la précarité et la souffrance des toxicomanes. Un homme s’emporte contre une sans-abri qui boit de la bière dans le sas. Jean-Laurent intervient, calme l’homme, convainc la femme de jeter sa bière. « Ce genre d’éclat est assez rare, témoigne-t’il. Il ya une forme de respect. » Tous les professionnels, même s’ils conviennent de la difficulté de leur travail, parlent de gens attachants, au parcours chaotique. « C’est un public humainement très intéressant, relève Nicolas. Certains ont une forme de marginalité pensée, ils refusent toute attache... Mais ça n’est pas facile de voir des gens dégradés, et qui continuent à se dégrader encore plus. » Dans le sas, certains se donnent un air ombrageux. Un quarantenaire, bracelets à clous, Ray Ban Aviator sur le nez et tatouage tête de mort, salue les jeunes filles qui travaillent à l’accueil. Il repousse gentiment le chiot d’un autre usager. Marie avoue : « C’est le côté humaniste de mon boulot qui me plaît. Je fais plus que des prises de sang, il faut aussi savoir écouter. Même si c’est dur, c’est un métier gratifiant. »

LOUIS THUBERT

« QUAND ON SE DROGUE, ON LE FAIT POUR SOULAGER UNE SOUFFRANCE. CE N’EST PAS TOUJOURS CE QUI CRÉE LE PROBLÈME. »

Arrivées en camions depuis le Caucase entre août et septembre 2010, des familles de réfugiés s'installent dans un campement de fortune place André Meunier, près de la gare Saint-Jean.

Six mois après leur relogement, où en sont-ils ?

L'ENFER DE L'ATTENTE

DOSSIER RÉALISÉ PAR BÉATRICE FAINZANG

En octobre, le tribunal administratif donne majoritairement raison aux familles et oblige la préfecture à leur assurer un logement décent. Depuis, les réfugiés vivent dans des hôtels d'urgence Formule1 (F1), aux confins de la ville, dans l'espoir d'une régularisation.

UN CAMPMENT DE MISÈRE

K. a fui son pays pour « *protéger la vie de ses trois enfants* ». Menacée à plusieurs reprises par les miliciens qui ont arrêté son mari, elle a vendu tous ses biens pour payer leur départ vers la France. « *Mes amis m'ont dit que c'était le pays de la démocratie, alors je l'ai choisi* », dit-elle aujourd'hui. Mais elle n'a pas dû payer le passeur assez cher - 1500\$ par personne - puisque durant le périple la famille est arrêtée par les douaniers polonais qui relèvent leurs empreintes. « *Quand on paie suffisamment cher un passeur, ce genre d'étape n'a pas lieu* », souligne une membre d'association. K. termine tout de même son voyage et débarque à Bordeaux.

La place A.Meunier, elle ne l'a pas choisie. Comme tous les autres réfugiés, elle s'est tournée vers la préfecture pour obtenir un droit d'asile. L'institution les renvoie alors vers la plateforme d'aide des demandeurs d'asile, voisine de la place. Mais le lieu est saturé et donc, retour à l'envoyeur. Le préfet refuse de prendre en charge les dossiers évoquant l'impossibilité de les loger. Alors, face à l'absence totale de propositions et dans un élan de solidarité, diverses associations et



particuliers se retroussent les manches et les fournissent en biens de première nécessité. Tentes, couvertures, réchauds, nourriture : le campement s'installe pour trois mois. Trois mois de lutte, de médiatisation, de procédures judiciaires qui mèneront finalement à leur relogement. Car en France, l'Etat est dans l'obligation d'accueillir dignement tous les demandeurs d'asile sur son territoire, conformément à la directive européenne de 2005. Une directive souvent bafouée ou ignorée.

UN QUOTIDIEN SUR LE FIL

Aujourd'hui, K. habite dans un hôtel d'urgence, une chambre payée par la préfecture. Cette situation gêne beaucoup les réfugiés qui préféreraient travailler plutôt que de bénéficier d'une aide. K. trouve plus facilement le sommeil qu'au campement, mais son enfer n'est pas terminé. Elle vit sous le régime « Dublin II », ce qui signifie qu'elle n'a aucun droit en France, à part attendre que la Pologne - premier pays européen traversé - accepte de récupérer son dossier. Sa vie ici est en sursis. Alors, les nuits paisibles, ce n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain d'ailleurs.

A la peur d'être arrêtée, s'ajoutent des conditions de vie

difficiles. « *Le F1 c'est mieux que les tentes car on dort sur un lit et qu'il fait chaud, mais à quatre, ce n'est pas tenable* ». Une chambre de F1 est prévue pour trois personnes au maximum. Un lit deux places est surmonté d'un petit lit pour une personne. Le reste de l'espace est occupé par un lavabo et une mini-table surplombée d'une télévision. Les toilettes et les douches sont en commun sur le palier. En bref, le strict nécessaire. Sufisant mais pas quand on a trois enfants. L'aînée devrait partager une chambre avec d'autres réfugiés, mais ce n'est encore qu'une enfant. Alors tant pis, ils se serrent tout les quatre dans cet espace réduit. « *Les petits dorment tête bêche en haut dans le petit lit et moi avec la grande en bas. Mais chaque nuit le petit descend car il est trop serré en haut et vient dormir avec nous. C'est impossible à trois.* ». Sa fille doit se cacher pour vivre dans cette chambre, car si le personnel de l'hôtel s'en aperçoit, il prévient peut-être la préfecture qui trouvera là un motif de renvoi.

LES RESTOS DU CŒUR

« *Pour la nourriture, je me débrouille comme je peux. Ce qui compte, ce sont mes enfants* ». Au F1, rien n'est





prévu pour cuisiner, seuls les plats froids sont tolérés. Deux fois par semaine, K. va aux Restos du cœur et, une fois par mois, au Secours populaire pour s'approvisionner. Le matin, elle prépare du thé et des sandwiches pour les enfants. A midi, ils mangent à la cantine de leur école et le soir, elle leur prépare le dîner, des boîtes de conserve essentiellement. En baissant doucement la tête, elle avoue ne manger que le soir avec eux. Son visage creusé et son teint blâfard sont éloquentes. Le reste de la journée, elle boit du thé. Et parfois, comme hier, elle ne mange pas du tout. Pourtant, on ne perçoit pas au fond de ses yeux d'ébène l'once d'un reproche. De la peine tout au plus, mais vite masquée par une posture d'une dignité exemplaire.



Et encore, elle n'est pas parmi les plus mal lotis. D'autres familles, comme celle de A., ne vont qu'une fois par semaine aux Restos du cœur. Et quand on est, comme elle, enceinte de plus de huit mois ce n'est vraiment pas suffisant. « *Un panier prévu pour une semaine ne dure en fait que deux jours. Alors, le reste du temps, on se débrouille, c'est très difficile* ». A. est très pâle, mais elle ne se plaint pas et arbore même un large sourire. Aujourd'hui pourtant, elle n'a mangé qu'un simple gâteau. Des œufs, de la purée minute, du riz, des gâteaux, des yaourts, du lait, des conserves et parfois des fruits constituent les paniers de la misère. Le plus dur est de conserver les produits frais intacts. Le rebord des fenêtres fait office de frigo mais avec les beaux jours qui arrivent, la tâche se complique. Du haut de ses 17 ans, A. attend sagement que son compagnon revienne. Attendre, c'est encore l'unique chose qui lui est permise. Pas de pleurs, pas de colère, mais une douce amertume à peine perceptible au fond de ses yeux clairs.

LE CASSE-TÊTE DES TRANSPORTS

Les hôtels d'urgence sont en périphérie des villes et chaque déplacement suppose d'emprunter les transports. Or, quand on est réfugié et sans travail, payer ses déplacements est impensable. Les enfants de K. ont de la chance car ils sont scolarisés, mais l'école est loin du F1, elle doit prendre deux bus pour les y amener. K. a déjà eu trois amendes qu'elle ne peut pas payer faute de ressources. Si elle est un jour régularisée, elle devra rembourser ses dettes. K. essaie d'aller tous les jours au centre social pour suivre des cours de français, mais ce n'est pas évident car c'est loin et souvent saturé. Alors, son aînée lui donne des cours. Le soir, dans leur chambre étroite faiblement éclairée, quand les petits sont couchés, elle fait ses devoirs sur le lit et enseigne ce qu'elle a appris à sa mère. K. est fière de sa fille, c'est une très bonne élève qui a toutes les chances de passer en classe supérieure. Mais son visage s'assombrit quand elle s'interroge sur la façon dont elle devra payer sa scolarité. Pour l'instant, l'assistante sociale et les associations l'aident, mais tout ce dispositif est fragile et temporaire. L'enfer des réfugiés, c'est surtout l'éphémère.

JOUR DE FÊTE

Le vendredi, c'est jour de marché ou, plutôt, de panier. Le Resto du cœur local a été particulièrement généreux aujourd'hui. Chaque famille rapporte un kilo de viande. Comme il est impossible de conserver le bien, un grand repas est improvisé. Les hommes s'occupent des grillades, les femmes des sauces et des crudités. Les enfants en profitent pour jouer dans le jardin de l'hôtel, ce qui leur est d'habitude interdit par la direction. Autour du barbecue, les hommes rigolent et boivent de la vodka. Mais une employée de l'hôtel arrive et leur demande d'arrêter : elle ferme souvent les yeux bien qu'elle risque sa place. Cinq minutes plus tard, il n'y a plus trace du forfait. La joyeuse bande rejoint l'intérieur de l'hôtel et remplit les couloirs. On dresse les tables. Des sacs poubelle déployés sur les lits font office de nappes. On trinque et on profite pour oublier, le temps d'un repas, le calvaire quotidien. Les femmes se racontent des histoires avec un air de malice, elles sourient et rient même parfois, mais ça ne dure jamais très longtemps. Un nuage vient balayer leurs visages et assombrit leurs regards. Comme le reste, la fête aussi est éphémère.

PHOTOS DOSSIER : B. F.

LUCILLE HUGON

JURISTE SPÉCIALISÉE DANS LE DROIT DES ÉTRANGERS, ANCIEN MEMBRE DE L'OFPPA ET ACTUELLEMENT MEMBRE DE L'INSTITUT DE DÉFENSE DES ÉTRANGERS (IDE) À BORDEAUX.



ENTRETIEN

Qu'est-ce que le régime Dublin II ?

Il s'agit d'un règlement européen datant de février 2003 qui organise la responsabilité des États membres pour ce qui est des demandes d'asile. Cela permet aux États de se les partager. Mais le but principal est d'empêcher les demandeurs d'asile de choisir leur pays d'accueil. Le principe est simple : le premier pays européen dans lequel est entré un réfugié, et dont les autorités ont relevé les empreintes, est considéré comme responsable du dossier.

Comment ça fonctionne ?

Quand quelqu'un arrive en France, la préfecture prend ses empreintes et les entre dans une base de données appelée Euro-Dac. Le fichier permet de retrouver le pays dans lequel les empreintes ont été enregistrées pour la première fois et d'établir ainsi qui est responsable du dossier. Si les empreintes sont trouvées ailleurs, la France lance une procédure de réadmission afin que le dossier soit pris en charge par le pays « responsable ». Si le pays en question ne répond pas dans un délai de deux mois, ce silence est considéré comme un oui (« une décision implicite de réadmission », dit le texte)

et dans ce cas, le demandeur peut être arrêté et expulsé à tout moment vers ce pays.

Que signifie concrètement pour un demandeur d'asile être Dublin II en France ?

Les Dublin II ne sont pas admis à séjourner ici, mais sont tolérés sur le territoire. La loi leur confère des droits : droit à l'information dans sa langue, droit à un logement digne, droit à la scolarité des enfants, droit à une aide médicale. Mais pour le reste, ils doivent être ingénieux. Rien n'est prévu pour aider financièrement les familles qui doivent se débrouiller comme elles peuvent, sans bien sûr avoir l'autorisation de travailler. La préfecture paie seulement le logement. A Bordeaux, la condition des Dublin II est très difficile. Le préfet applique les textes avec beaucoup de zèle.

Qu'est-ce que l'Ofpra ?

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatriés est un établissement public chargé de l'application des lois françaises, européennes et internationales relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié et d'apatride. Cette instance publique gère la protection des demandeurs d'asile dont la France est responsable.

Pourquoi avoir choisi d'y travailler ?

Je faisais déjà partie du monde associatif et mon désir de travailler pour la défense du droit des étrangers était tel qu'il me semblait incontournable de voir d'abord comment ça se passait au sein de l'organe de décision.

Qu'est-ce qui explique votre départ ?

J'ai quitté l'Ofpra huit mois plus tard car j'étais en contradiction totale avec les méthodes employées. L'Office est une machine à gérer les demandes d'asile qui sont instruites à la chaîne. Mais je tire un aspect positif de cette expérience car aujourd'hui, elle me permet de comprendre comment les dossiers sont traités et ainsi de mieux préparer la défense de mes clients. Je peux me battre avec leurs propres armes.

Que pensez-vous des conditions de vie des demandeurs d'asile en France ?

Avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur en 2002, les obstacles légaux se sont multipliés pour les demandeurs d'asile. Aujourd'hui, 33% des demandes d'asile en France sont placées en « procédure prioritaire » afin de limiter leurs droits. Cela signifie notamment que les demandeurs d'asile ne peuvent accéder à un logement en centre d'accueil. A noter qu'en 2010, les taux de demandes d'asile en France proviennent majoritairement de Turquie et d'Arménie.

PROPOS RECUEILLIS PAR B. F.

« A BORDEAUX, LES TEXTES SONT APPLIQUÉS AVEC BEAUCOUP DE ZÈLE »

Début avril, le Centre de rétention administrative de Bordeaux va rouvrir ses portes au grand dam des associations locales et des réfugiés. Le collectif Stop-expulsion 33 appelle à une soirée d'action, le 22 mars, pour s'opposer à cette réouverture.

LA COLÈRE DE STOP-EXPULSION

LE COLLECTIF, MODE D'EMPLOI

Les moyens d'action de Stop-Expulsion 33 sont simples et efficaces. Ils se veulent respectueux de la loi. « Nous sommes un collectif légaliste et pacifiste », insiste Nicolas, l'un de ses membres. Le groupe compte une cinquantaine de militants à ce jour. Leur manière de procéder est originale : chacun des membres se présente à un guichet et se fait passer pour un client lambda posant de nombreuses questions sans jamais prendre de billets. Dans le respect le plus total de la loi, ils « refroidissent » les clients tout en les sensibilisant aux actions de la compagnie aérienne, souvent inconnues.

EXPULSÉS D'UN JOUR

Pas toujours bien accueillis par les salariés, ils ont déjà vécu des renvois musclés. Lors de sa troisième action, le 7 février dernier à l'agence de Carlson Wagonlit, le groupe est mis dehors sans ménagement par le responsable du lieu qui fait appel aux forces de l'ordre. Mais la présence policière et les tentatives d'intimidation semblent renforcer la détermination du collectif. « C'est la multiplication de ces actions qui pourra faire réfléchir les actionnaires de ces entreprises sur leur intérêt à continuer de cautionner cette politique du chiffre.

Laréaction des pouvoirs publics contre des activistes qui agissent dans un cadre légal, prouve que le choix de ces cibles est légitime », souligne un militant.

CONTRE LES « MACHINE À EXPULSER »

Né en décembre dernier, le collectif s'inspire d'une initiative canadienne visant à stopper la collaboration des compagnies aériennes avec les autorités fédérales dans le processus d'expulsion des sans-papier. A la suite des victoires du mentor canadien - Air Canada a fini par interrompre les retours forcés en 2006 – une version française voit le jour.

Rappelons la Charte du collectif : « Stop Expulsion 33 utilise l'action directe non-violente afin de s'en prendre aux rouages de la machine à expulser. » Et ses cibles sont nombreuses : « Air France avec 6500 expulsions en 2008 n'est pas la seule complice de l'Etat, Carlson Wagonlit, Bouygues Immobilier, Sodexo, la chaîne d'hôtels Accor... sont aussi à boycotter ! ».

Le collectif s'est fixé des objectifs de taille en s'attaquant aux grandes entreprises françaises. Jeune et ambitieux, il a du pain sur la planche.

ILLUSTRATION LOUIS THUBERT



Pierre est champion de culturisme. Sous l'huile pailletée qui magnifie ses pectoraux gonflés à bloc, se cache un lourd passé. Il fait partie des rares hommes à avoir souffert d'anorexie. Témoignage.

MANO REXIA



Sourire assuré, regard chaleureux, traits détendus, Pierre nous accueille chez lui à Eysines. Nous avons rendez-vous à 15h. Il est 14h59 : nous sonnons. Ravi de cette ponctualité, il nous confiera plus tard « *J'arrive toujours à l'heure, c'est très important pour moi. J'aime la rigueur.* » Premier détail, et non des moindres, son impressionnante carrure. Il y a tout juste dix ans, Pierre pesait à peine 38 kilos pour 1m80. Nous l'avons rencontré via son blog. Sous le pseudonyme de WinnerPedro, il y raconte la passion qu'il voue depuis plusieurs années au culturisme. Et derrière les photos de son imposante musculature, il parle aussi d'une profonde et ancienne blessure : l'anorexie. Crises de boulimie, maigreur extrême, déchéance physique ont rythmé son quotidien pendant quatre ans. Les réponses sont rodées, calibrées, il est rompu à l'exercice de l'interview. Il a acquis une petite notoriété grâce à son site, où il ne fait pas mystère de son passé et où il est régulièrement joint par les journalistes.

« MALADIE DE FILLES »

Revenons quelques années en arrière, en 1999 plus précisément. Pierre est alors un sportif de haut niveau, passionné d'escalade. L'un de ses coéquipiers, dont il était très proche, souffrait d'anorexie. Pierre se souvient, longtemps avant que la maladie ne le touche à son tour : « *Je ne comprenais pas que la famille ne puisse rien voir de ce qui lui arrivait* ». Sportif dans l'âme, et ce dès le plus jeune âge, Pierre aime la compétition, le dépassement de soi qu'implique le sport. Sauf que la discipline impose parfois de drôles de lois : alimentation

perturbée, efforts physiques répétés ... Petit à petit, il commence à perdre du poids. « *Je n'ai jamais aussi bien grimpé que pendant cette période, j'étais si léger* ». Un cas classique pour le professeur Claire Seriès, une spécialiste du traitement de l'anorexie des adultes au service de médecine interne de l'hôpital Pellegrin. Les anorexiques masculins sont souvent des athlètes ou des sportifs de haut-niveau, fascinés par la possibilité d'avoir un corps à la fois sec et musclé.

Au début, perdre du poids procure à Pierre une sensation de satisfaction, de contrôle absolu sur son corps. Mais très vite, la situation lui échappe. Quatre ans auront été nécessaires pour venir à bout de sa maladie. A ses côtés, il y a sa mère, très présente, inquiète pour la santé de son fils. Son père et ses frères mettent plus de temps à admettre sa souffrance. Difficile en effet pour un père de comprendre que son fils souffre d'un mal étiqueté « *maladie de filles* ».

D'après les études réalisées par des psychologues, en France, un anorexique sur dix serait un homme, un chiffre que Pierre récuse. « *Je pense que c'est totalement faux. Grâce à mon blog je suis entré en contact avec de nombreux hommes anorexiques, ils sont bien plus nombreux qu'on veut nous le faire croire.* » Dans les pays scandinaves ou en Grande-Bretagne, un anorexique sur deux serait un homme. Les raisons avancées sont assez floues, le culte du corps et la pression qui en découle sur les individus serait plus forte qu'en France. Une chose est sûre, « *l'anorexie touche peu les garçons car ils ont d'autres moyens d'exprimer leur mal-être à l'adolescence, la violence ou les drogues par exemple* ».

« SORTIR DE CET ENFER »

Malgré sa surmédiatisation, l'anorexie est une maladie encore très mystérieuse pour le corps médical. Selon Claire Seriès, l'anorexique est le plus souvent quelqu'un de particulièrement intelligent, hyperactif, doté d'une personnalité obsessionnelle. « *Au fil de la maladie, l'anorexique devient son propre bourreau en affamant son corps tout en tentant de tromper son entourage sur son état de santé* ». Cela lui procure un sentiment de puissance et calme une angoisse fondamentale liée à l'adolescence et aux changements qui en découlent. « *A l'origine du mal, il y a une souvent profonde dépression, en général plus grave quand il s'agit d'un garçon.* »

Pierre n'a jamais totalement cessé de manger. Il savait juste ingérer la quantité de nourriture vitale pour survivre, mais qui se révélait bien insuffisante par rapport à la dépense énergétique de son activité sportive. Nombre d'anorexiques sont de grands manipulateurs : ils savent très bien maintenir un poids capable de faire

illusion, tromper leur entourage par leur hyperactivité, faire croire que tout va bien.

C'est toute l'histoire de Pierre durant cette partie de son existence. Jusqu'au jour où, sous la pression de son médecin et de sa famille, il est contraint à l'internement en 2001 à l'hôpital Charles-Perrens Un choc. Pour tout Bordelais, Charles-Perrens, c'est comme Cadillac : seuls les fous et les grands dépressifs y sont admis. « *Cette hospitalisation m'a détruit, je n'avais qu'une idée en tête, grossir le plus vite possible pour sortir de cet enfer* ». Déscolarisé, très atteint physiquement mais toujours incapable de se considérer comme malade il perd ses derniers repères. « *Déjà, pendant toutes ces années, je n'avais pas la vie d'un jeune homme de mon âge. Et, à partir de là, je n'ai plus eu aucun désir sexuel pendant deux ans. Et ça, je l'ai réalisé longtemps après* ».

De longs mois passent. Et puis, c'est le déclic. Celui qui l'amène à sa seconde hospitalisation au Centre Jean-Abadie, à Bordeaux, spécialisé dans le traitement de l'anorexie. Un jour, lors d'une banale promenade dans les vignes de l'arrière-pays bordelais, « *je faisais face au vent et je sentais mes forces me quitter, je ne savais pas si j'allais être capable de rentrer chez moi, j'étais seul, j'ai vraiment cru que j'allais mourir. Je me suis dit : maintenant, c'est bon, tu arrêtes les conneries.* » Le soir même, sa mère le conduit au centre. Il rencontre un interne, parle avec lui, sa décision est prise. Il y restera trois mois et parviendra, tant bien que mal, à reprendre quinze kilos. Le voilà sur le chemin de la guérison.

SIX REPAS PAR JOUR

Peu à peu, il reprend contact avec son corps, et commence à fréquenter les salles de sport. Les miroirs auxquels il ne peut échapper le mettent face à sa maigreur. De la musculation, il bascule dans le culturisme et retrouve la compétition. Ce « sport » encore assez méconnu en France l'oblige à suivre un régime alimentaire très contraignant qui alterne périodes de prise de masse musculaire et moments de « sèche » ou séchage des muscles. La journée-type de Pierre commence tous les « matins » à 3h30. A peine levé, il pèse chacun des aliments qui composent ses six repas quotidiens. A 7h30, il part ensuite s'entraîner dans une salle avant de se rendre à 10h à la médiathèque de Villenave-d'Ornon où il travaille désormais comme documentaliste. Ses horaires de travail sont calqués sur sa pratique sportive. Après un parcours scolaire chaotique, miné par la maladie, ce sont les livres qui lui ont permis de rompre l'ennui de sa chambre d'hôpital et qui l'ont poussé à s'inscrire à l'UFR Métiers du livre de l'IUT Bordeaux 3.



Le grand écart de Pierre lors des Championnat du monde IBFF à Koper, Slovénie, le 13 novembre 2010. Photo D. R.

« PARFOIS JE M'AUTORISE MÊME UN CARRÉ DE CHOCOLAT »

Quand on lui demande quel lien il fait entre anorexie et culturisme, il sourit, habitué à ce qu'on lui pose cette question...et à l'esquiver. *« C'est vrai que je suis un peu un ovni dans ce milieu. Il n'y a pas beaucoup de culturistes qui sont passés par l'anorexie. Mais je pratique ce sport de manière très saine. Je ne prends aucun produit dangereux et je sais me faire plaisir. Le dimanche, exceptionnellement, je ne pèse pas mes aliments. Parfois, je m'autorise même un carré de chocolat. »*

Bien maigre consolation...En grattant un peu, il nous avoue qu'il y a bien toujours quelques aliments qu'il s'interdit, comme les pâtisseries ou les produits industriels jugés trop gras.

Jamais très loin de lui, sa compagne, Sandrine, acquiesce à tout ce qu'il dit. Elle semble s'être habituée à ce rythme de vie si particulier. *« Pierre se couche très tôt, avant dix heures du soir, le plus souvent ».* Même s'il a du mal à le reconnaître, difficile quand même,

pour cet homme de 34 ans, de concilier ce mode de vie ascétique avec une vie sociale épanouie.

Quand le couple est invité à un dîner, les hôtes respectent son régime, ce qui lui permet, nous confie-t-il, de ne pas se confronter à ces aliments encore et toujours « tabous », bannis. *« Mais le régime de Pierre n'est pas si contraignant que ça, avance son amie, il mange de tout : du poisson, de la viande, des légumes, des féculents. C'est vraiment très sain. »*

Quand on pose la question des futurs enfants et de leur éducation, c'est elle qui répond : *« Tu feras très attention à leur alimentation, ils n'auront pas le droit de tout manger ».* Pierre, lui, émet un autre avis : *« Non, non, ils pourront tout manger mais avec modération. Je les emmènerai même au MacDo... »* Reste à savoir s'il partagera un hamburger avec eux, un de ces aliments encore et toujours interdits dans son régime.

SANDRA LORENZO
ET JULIEN VALLET

**« GROSSIR
LE PLUS VITE
POSSIBLE POUR
SORTIR DE CET
ENFER »**





Le carnaval n'était au commencement qu'une modeste fête populaire célébrée par les catholiques italiens. Sous l'effet de la colonisation, il a commencé à se propager à travers le monde.

Les esclaves africains des colonies antillaises ont par la suite apporté leur touche culturelle aux célébrations. Les tambours, les masques et les chants constituent les éléments incontournables du kannaval (carnaval en créole).

Un festival de couleurs qui représentait pour eux un véritable exutoire. Cela leur permettait de tourner en dérision leurs maîtres de manière déguisée en endossant leurs habits (casques coloniaux, costumes de couleur kaki).

La communauté antillaise de Bordeaux est l'une des plus importantes de France métropolitaine. Imprimatur part à la rencontre de ces étudiants qui quittent leurs îles pour venir étudier en France.

VOYAGEURS AU CŒUR CRÉOLE

Le 6 mars dernier, la parade du Carnaval des deux rives envahissait Bordeaux. Environ 50 000 personnes ont assisté à cette pluie de couleurs, sous un ciel immaculé. Si le Carnaval de Bordeaux permet aux bordelais d'entrevoir un pan de la culture créole, c'est surtout un événement fédérateur de la communauté antillaise. « *Le Carnaval est un événement en soi pour les Antillais, précise Wilfried, responsable logistique de My Kartel, la plus importante association antillaise de la ville. Avant, il y en a qui rentraient aux Antilles juste pour le Carnaval !* ». Les Antillais viennent des quatre coins de la France, et même d'Europe, pour prendre part à cette grande fête. Les soirées organisées par l'association pour l'occasion ont réuni 4 000 personnes chacune. Toutes à guichets fermés.

UNE JEUNESSE ATTACHÉE À SES RACINES

Beaucoup de jeunes Antillais viennent en métropole dans le cadre de leurs cursus scolaires. Symboliquement, c'est le cap des études supérieures qui les pousse à quitter leur terre natale. Les filières les intéressent n'étant enseignées qu'en France métropolitaine.

Historiquement, la communauté antillaise a trouvé un point d'ancrage à Bordeaux. Les liens qu'entretenait la ville avec les îles dans le cadre du commerce triangulaire ont paradoxalement attiré les Antillais à venir s'installer en Aquitaine. Après Paris, on y trouve la plus importante communauté antillaise. Mais c'est à Bordeaux qu'elle est la plus dense. Elle est particulièrement représentée dans les quartiers s'étalant entre la place de la Victoire et la gare, autour du stade Chaban-Delmas et à Bergonié.

Deux associations, My Kartel et Dom In Action, se chargent de l'intégration des jeunes antillais venant poser leurs valises sur les rives de la Garonne. Elles leur permettent de reproduire avec leurs compatriotes les traditions antillaises et de faire perdurer dans leur cœur la culture créole.

L'attachement des Antillais à leurs racines culturelles est fort. « *On n'est pas trop dépaysés ici*, souligne Thibault, membre de l'association My Kartel. *On peut parler notre langue, le créole, et manger de la nourriture martiniquaise. C'est important pour nous* ». Les soirées organisées toute l'année par l'association permettent aux étudiants de pratiquer les dernières danses antillaises à la mode, sur des airs de ragga dance hall. Le goût des Antillais pour les réjouissances n'est plus à prouver. « *J'aime faire la fête*, avoue Wilfried. *My Kartel est une référence du monde de la nuit antillais et c'est pour cette raison que j'ai rejoint l'association* ».

UNE CULTURE PARFOIS DIFFICILE À EXTÉRIORISER

Loin de leurs racines, les Antillais sont partagés entre un désir d'intégration et une volonté de vivre leur culture. La densité de la communauté antillaise de Bordeaux leur permet de concilier les deux mais il existe des points de tension. « *Il nous serait plus difficile de garder notre culture à l'étranger*, explique Thibault. *Plus il y a de distance avec la Martinique, plus c'est difficile. Mais tout dépend aussi de la communauté antillaise installée* ». Nombreux sont ceux qui se font

carrément envoyer des colis de nourriture 100 % antillaise par leurs familles (bananes, dattes...).

La France leur permet de garder leurs traditions mais dans une version édulcorée. « *Pour le carnaval, nous sommes bridés, la mairie nous met des bâtons dans les roues*, regrette Thibault. *En Martinique, le défilé est beaucoup plus dénudé qu'ici mais nous avons eu des problèmes d'atteinte à la pudeur. C'est un problème de culture. Logiquement, on devrait montrer aux gens comment on fait le carnaval chez nous, surtout pour cette édition dédiée à l'outremer. Au final, cela perd en vigueur*. » Le carnaval de Bordeaux n'est en vérité qu'une vitrine bien lisse de la tradition créole. Sans strings et sans alcool, la fête est moins folle.

En règle générale, leur priorité n'est pourtant pas de rentrer aux Antilles. « *Je n'ai pas plus d'attachement que ça avec la Martinique, tu fais vite le tour*, insiste Wilfried. *J'ai envie de découvrir le monde* ». Le passage par la France représente pour eux une sorte d'étape intermédiaire, de pont entre leurs îles et le reste du monde. « *Je pense terminer mes études à Paris*, déclare Sinthya. *Ensuite, cela dépendra de là où l'on m'enverra*. » Du Japon aux Etats-Unis, en passant par l'Australie ou le Canada, les étudiants antillais n'ont pas peur de parcourir le monde.

GUILLAUME HUAULT-DUPUY
& MARIE-ALIX AUTET

PHOTOS GUILLAUME HUAULT-DUPUY

WILFRIED, 23 ANS
ÉTUDIANT
EN MÉDECINE
ORIGINAIRE DE
FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)



Qu'est ce qui t'a poussé à venir en métropole ?

Ce sont les études qui m'y ont amené. En Martinique, on peut faire une première année de médecine mais dès la deuxième, il faut venir en métropole. Mon université avait un partenariat avec la fac de médecine de Bordeaux 2, c'est pour ça que je suis arrivé ici.

Bordeaux est la ville où il y a la plus grosse communauté antillaise pour une ville de cette importance. Comment expliques-tu ça ?

D'abord, historiquement, les Antillais ont un passé commun avec Bordeaux à cause de la traite négrière, l'esclavagisme... C'est une ville qui nous « parle ».

Ensuite, c'est un enchaînement logique : tu connais des gens qui y habitent, qui te disent que la ville est sympa, et ainsi de suite ... D'une petite diaspora est née une communauté importante.

Concrètement, que fait une association comme My Kartel pour la communauté antillaise ?

Les Antillais aiment faire la brinque. Hors gros évènement comme le carnaval, on organise des soirées, car le monde de la nuit fait partie de la culture antillaise. Concrètement, je booke des DJs antillais, qui mixent la musique sur laquelle on aime danser ! Et l'association fédère les Antillais de toute la France en allant régulièrement à Paris pour voir des DJ's, faire la promotion de nos soirées...

Des adresses 100 % antillaises en ville ?

Le restaurant Délice des Antilles, rue Gouvéa, est probablement le meilleur restaurant antillais de la ville. Sinon, il y a une épicerie qui fait aussi rumerie, près de la caserne des pompiers, pas mal du tout !



THIBAUT, 20 ANS

ÉTUDIANT EN MATHS, INFORMATIQUE,
SCIENCES DE LA MATIÈRE ET DE L'INGÉNIEUR
ORIGINAIRE DE FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

Qu'est ce qui t'a poussé à venir en métropole ?

Les études ! Ma filière n'existe pas en Martinique, comme beaucoup d'autres. J'ai d'abord fait deux ans à Toulouse, pour finalement atterrir à Bordeaux en septembre dernier.

Pourquoi Bordeaux ?

J'ai beaucoup d'amis ici, et un peu de famille même si la majeure partie est restée en Martinique. Et puis je voulais me rapprocher de My Kartel, car quand j'étais à Toulouse je faisais souvent le trajet pour participer aux événements – les soirées, Halloween, le carnaval... Je suis devenu membre de l'association depuis cette année, d'ailleurs. Pour les Antillais, c'est vraiment important de participer à ces événements qui fédèrent la communauté.

Comment as-tu ressenti ton intégration ?

Je n'ai pas trouvé ça difficile. Au niveau du logement, lorsque je suis arrivé sur Bordeaux, des copines antillaises m'ont hébergé jusqu'à ce que je trouve un appartement. D'ailleurs, c'est une autre copine antillaise qui m'a indiqué qu'un appartement allait se libérer dans son immeuble, j'ai sauté sur l'occasion. De ce point de vue, j'ai ressenti une vraie solidarité à mon arrivée ici.

Et au niveau des gens ?

Depuis que je suis en métropole, j'ai eu l'occasion de rencontrer pas mal de métropolitains. J'essaie de m'ouvrir un maximum aux autres. J'apprécie autant de passer des soirées entre Antillais qu'avec des métropolitains. Et quand je sors avec mes potes, lorsqu'on est six ou sept, on ne reste pas qu'entre Martiniquais, j'ai aussi des potes Guadeloupéens ou Réunionnais. J'ai également gardé l'habitude d'aller dans les bars le jeudi soir, je me force un peu à sortir. Je pense que ça fait partie du jeu si on veut s'intégrer.

Est-ce difficile de préserver ta culture antillaise en essayant de s'intégrer en métropole ?

Pas vraiment. Lorsque je fais des soirées avec mes amis antillais, bien sûr, on parle créole, on écoute du raggga, du dancehall, on se fait des plats typiques de chez nous. Par le biais de l'association aussi, nos traditions sont sauvegardées. Et puis j'arrive à garder un régime alimentaire proche de celui que j'avais en Martinique, même si je l'adapte. Par exemple, les avocats que l'on trouve ici viennent d'Israël, mais c'est un substitut qui me convient bien..

SINTHYA, 20 ANS

ÉTUDIANTE EN ÉCOLE DE CRÉATION
NUMÉRIQUE (E-ARTSUP, BORDEAUX)
ORIGINAIRE DE RIVIÈRE SALÉE (MARTINIQUE)

Ton quotidien en métropole ressemble à quoi par rapport à ton quotidien en Martinique ?

Le rythme de vie est intense ici. En Martinique on a l'impression que ce sont les vacances toute l'année. Je vis mieux au niveau financier aussi, car tout est moins cher ici, sauf peut-être l'essence. Même les bananes sont moins chères ici qu'en Martinique, alors qu'elles sont produites là-bas !

Comment s'est passée ton intégration ?

En arrivant sur Bordeaux, j'ai eu du mal. Au niveau du logement surtout. Je ne connaissais personne, c'est mon cousin, sur place à ce moment là, qui a dû visiter des appartements pour moi.

Quels relations entretiens-tu avec la communauté antillaise ?

Je sors moins ici, car je n'ai pas trop le temps à cause de mes études., donc je suis moins dans une logique de communauté. Mais depuis je suis en métropole, j'ai plus d'amis guadeloupéens et guyanais que martiniquais !



« D'UNE PETITE
DIASPORA EST NÉE
UNE COMMUNAUTÉ
IMPORTANTE »

WILFRIED

« MÊME LES
BANANES SONT
MOINS CHÈRES ICI
QU'EN MARTINIQUE
ALORS QU'ELLES
SONT PRODUITES
LÀ-BAS ! »

SINTHYA



AUX TENUES TRADITIONNELLES DES CARNAVALIERS S'AJOUTENT
MINI-JUPES, « POOM POOM SHORTS » ET BAS RÉSILLES.
FILLES COMME GARÇONS, LES ANTILLAIS N'ONT PAS FROID AUX YEUX
ET COLLECTIONNENT LES ACCESSOIRES KITSCH POUR PARFAIRE LEURS
COSTUMES. ROSE, ORANGE, FOURRURE ET DÉCOLLETÉS AFFRIOLANTS,
IL FAUT QUE ÇA CLAQUE !





LE DÉFILÉ S'EST ÉLANCÉ DEPUIS LE QUAÏ DES QUERIES, RIVE DROITE. IL A DÉAMBULÉ DANS LA VILLE PENDANT PLUS DE TROIS HEURES POUR ARRIVER AU NIVEAU DE L'ESPLANADE DES QUINCONCES, EN FIN D'APRÈS-MIDI.

LE CARNAVAL S'EST CONCLU PAR UN FEU D'ARTIFICE SUR LA GARONNE. EN PLEIN JOUR, CE QUI A SURPRIS LES BADAUDS MASSÉS SUR LES QUAIS.

**+ de photos
et un reportage
vidéo sur
imprimatur.fr**



Finie l'hibernation ! *Imprimatur* réveille le printemps avec une sélection des concerts, expos et événements à ne pas manquer ces quinze prochains jours. Suivez le guide

LA CULTURE, EN MARS, ÇA REPART

CONCERTS

DIDIER SUPER
Samedi 19 mars à 21h



L'inénarrable Didier Super vient vous retourner le cerveau à Bordeaux. Un spectacle où le maître « explore le QI zéro pour démontrer intelligemment combien la bêtise rassure et rassemble ».

Rock School Barbey.
Tarif : 13/16 €
18, cours Barbey
Bordeaux

SOIRÉE FUCK PATRICK

Jeudi 17 mars à 21h

L'association Ball Trap propose une soirée chargée en décibels avec une programmation aux accents garage et punk. L'occasion de venir écouter Strong Haiku, Thug Life et un DJ Set (DJ Yeah ! + Louis Bob's).

Ah, on m'annonce une info de dernière minute dans l'oreillette, la soirée est gratuite pour les roux et les Patrick !

Heretic Club. Entrée : 5 €
58, rue du Mirail – Bordeaux

SOIRÉE TECHNO ELECTRO

Samedi 19 mars à 23 h 45

Scène électro hype de Bordeaux, le BT59 propose une sélection pointue des étoiles montantes des platines bordelaises, avec Clarks, Jon Duff, et un set de l'Allemand Dany Wild.

BT59. Entrée gratuite
Site des Terres Neuves / Rue Marc Sagnier – Bègles

CONCERTS ROCK À LA MAC



Photo Alain Laboite

Vendredi 25 mars à 20h30

Parce que le rock bordelais ne se résume pas à de sombres désirs déçus, l'association La Réverb' et le collectif Dissidence Rock vous offrent trois concerts de pur rock. Une programmation de choix, avec The Jack et Les Lacets Des Fées. En tête d'affiche, on retrouvera le groupe languonnais Balthaz, lauréat du tremplin Génération Réservoir 2011, qui a enflammé l'Olympia le 21 février dernier.

MAC du CROUS, Tram B Unitec. Entrée : 3 €
Domaine Universitaire - Village 3 – Pessac

FESTIVAL MUZIK'O RAMA

Samedi 26 mars à 19 h

Le festival Muzik'O Rama propose un véritable marathon musical, une dizaine de groupes assureront les neuf heures de live du Muzik'O, avec en première partie, une scène étudiante bordelaise, suivie d'une scène pro. Une scène électro viendra clôturer la soirée.

Avec The Surgeries + WAT + Sovnger + Yelam + Rising Steppers + LuxBerline + La Grasse Bande + C'est Bien Ben + Kiss Keith + The Starsheep Groovers

ENSEIRB. Entrée : 12 €

1, avenue du Docteur Albert Schweitzer – Talence

FINALE RÉGIONALE DES MUSIQUES DE RU

Jeudi 31 mars à 20 h 30



Parce que RU peut parfois nous vouloir du bien, on découvre ici un tremplin musical qui présente ses trois finalistes, des groupes d'étudiants, qui partageront la scène avec The Wackies.

MAC. Entrée gratuite

4, rue Lucie-Aubrac
Domaine universitaire
Face au Village 4
Pessac

EXPOS

ARTS D'AFRIQUE, VOIR L'INVISIBLE

Plongez au cœur d'un art mystique, à la signification souvent méconnue. Une exposition inédite, qui réunit plus de deux cents œuvres d'art issues de collections européennes publiques et privées, pour la plupart jamais exposées. L'idée, c'est de décrypter les arts d'Afrique et leur rapport à l'invisible. On découvre une pléiade d'objets, aux formes et usages divers. Le plus ancien, la statue Soninké du Mali, date du XI^e siècle. Des œuvres qui témoignent de la richesse culturelle de l'Afrique et qui font découvrir aux spectateurs des pratiques traditionnelles telles que les rites d'initiation, le culte des ancêtres ou encore la magie et la divination.

Musée d'Aquitaine, du 22 mars au 21 août.
Plein tarif : 5 €, tarif réduit : 2,50 €.

20, cours Pasteur – Bordeaux

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE BLANC

« Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le blanc » est une exposition d'œuvres issues de la collection du Frac Aquitaine. Le mot d'ordre, c'est le blanc, parce que le blanc est lié à l'histoire du modernisme et des avant-gardes, tant en matière de peinture, d'architecture que de design. De nombreux artistes sont ainsi mis à l'honneur. Le célèbre Jeff Koons érige un monument aux premiers aspirateurs américains, héros contemporains des espaces aseptisés. Et à travers ses trois monochromes, Katarina Frisch nous propose sa propre définition du blanc.

Frac - Collection Aquitaine, jusqu'au 16/04/2011.

Entrée gratuite.

Quai Lalande - Hangar G2, Bassin à flot n° 1
Bordeaux

THÉÂTRE

BIENVENUE AU PARADIS

Bernard Werber n'est pas qu'un journaliste scientifique à la retraite et l'auteur des célèbres « Fourmis ». Il écrit également pour le théâtre et signe ici sa deuxième pièce, qu'il a décidé de monter à Bordeaux. Il nous



Photo D. R.

présente Anatole Pichon, juge de son état, qui se retrouve au paradis pour le jugement dernier. Une pièce drôle, qui ne tombe pas dans le traditionnel pathos des interrogations sur la vie et la mort.

Pour l'auteur, l'objectif est clair, il s'agit de divertir, faire rire, et donner à réfléchir. « Il existe une culture parisienne qui se la pète, qui a une prétention autre que divertir, alors que c'est ce qu'il y a de plus important ! »

Théâtre Victoire, du 3 mars au 2 avril.

Tarif : 15-18 €.

18, rue des Augustins - Bordeaux

ANISSA BOUMEDIENE

La haute couture ne se résume pas aux dérapages de Galliano ou aux divagations germaniques stylisées de Karl Lagerfeld. Balenciaga tranche par son minimalisme.

BALENCIAGA LESS HE CAN



Nicolas Ghesquière. Photo D. R.

Les différentes « *Fashion Weeks* » de ce mois de mars ont encore apporté leur lot d'excès, quitte à appuyer lourdement le stéréotype d'un milieu de la mode baroque et déphasé. À Londres, le français Charlie Le Minou a joué la carte de la provocation avec des modèles quasi-dénudés et ensanglantés. Le final ? L'apparition sur scène de l'artiste avec un tablier de boucher sur fond de cris de porcs pour environnement sonore.

Au milieu de ces extravagances, un créateur français a, lui, une nouvelle fois joué la carte de la sobriété et du minimalisme. Avec succès. Directeur artistique de Balenciaga depuis 1997, une maison qui était tombée dans l'oubli dans les années soixante-dix, Nicolas Ghesquière est aux antipodes du fantasme John Galliano. Comprenez : il a un look de gendre idéal, approchant la quarantaine, à même de séduire les grands pontes des magazines de mode. Évidemment, les esprits un brin moqueurs ne manqueront pas de comparer son « *exigence* » à de « *l'austérité* ». Surtout à une époque où la robe en steak d'une popstar a fait couler plus d'encre que n'importe quel défilé de la saison 2011.

FRENCH TOUCH Mais si l'on tolère l'exigence de Nicolas Ghesquière, c'est parce qu'il donne des raisons de croire que la mode peut encore être un art d'une sophistication extrême et non une simple industrie. « *Ce qui importe, c'est l'architecture du vêtement, sa construction en trois dimensions*, explique-t-il. *On peut alors imaginer des habits circulaires, qui prennent tout leur sens lorsque l'on tourne autour du corps. Le 'noir Balenciaga' revêt ainsi toute sa sensualité.* » Un parti-pris qu'on retrouve dans la collection automne-hiver 2011, unanimement saluée comme l'une des plus réussies de la semaine parisienne. On y retrouve pêle-mêle des

tuniques de soie bicolores dont la force réside dans la construction « façon puzzle » du tissu, la réappropriation de motifs floraux mis en valeur par un haut qui joue sur la texture du cuir ou encore des variations minimalistes sur les robes. Un bleu marine, très commun, est ainsi prétexte à de savants jeux de spatialité grâce au travail des matières ou au jeu sur les longueurs.

BASTION ANTI-FRIME Signe, peut-être, d'une marque exigeante et donc a priori distante, très peu de gens portent du Balenciaga. D'emblée, il ne vient à l'esprit que le nom de Charlotte Gainsbourg, amie du créateur, dont les susurrements sur fond sonore sont eux aussi une interprétation minimaliste d'un autre art, la musique. Avec le retour de l'intérêt pour la marque, Nicolas Ghesquière pourrait s'imposer comme le sauveur de la mode dans un monde post-crise – et post-excès.

Pourtant, la collection présentée la semaine dernière à l'hôtel Crillon laisse un arrière-goût un peu particulier. Certes, les tenues sont une fois de plus un travail d'orfèvre. Incontestablement, ce sont des habits qui résisteront à l'extrême rapidité et versatilité des tendances de la haute couture, valables d'une saison sur une autre. Pourtant, en poussant à son paroxysme sa vision d'un vêtement à la fois complexe et minimaliste, et donc plus portable, Nicolas Ghesquière risque peut-être d'enrayer la machine Balenciaga. On note un manque de fraîcheur qui donne l'impression que la marque a pris un coup de vieux, taillée pour plaire à Emmanuelle Alt. C'est oublier que nous sommes loin d'être tous des quadras rédacteurs en chef de *Vogue*.

GUILLAUME FAURE